

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2011-2012

13 MARS 2012

La politique en matière de pensions

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES AFFAIRES SOCIALES
PAR
MME THIBAUT

I. INTRODUCTION

Au cours de sa réunion du 13 mars 2012, la commission des Affaires sociales a donné l'occasion à M. Vincent Van Quickenborne, vice-premier ministre et ministre des Pensions, de commenter sa politique en matière de pensions. Cet exposé figure au chapitre II du présent rapport. La commission y a ensuite consacré un échange de vues, dont le compte rendu fait l'objet du chapitre III.

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2011-2012

13 MAART 2012

Het beleid inzake pensioenen

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE SOCIALE AANGELEGENHEDEN
UITGEBRACHT DOOR
MEVROUW THIBAUT

I. INLEIDING

Tijdens haar vergadering van 13 maart 2012 heeft de commissie voor de Sociale Aangelegenheden de heer Vincent Van Quickenborne, vice-eersteminister en minister van Pensioenen, de gelegenheid gegeven om een uiteenzetting te houden over zijn beleid inzake pensioenen. Deze uiteenzetting vindt men terug in hoofdstuk II van voorliggend verslag. Vervolgens vond in de commissie een gedachtewisseling plaats over deze aangelegenheid, die wordt weergegeven in hoofdstuk III.

Composition de la commission / Samenstelling van de commissie :

Présidente/Voorzitster: Elke Sleurs.

Membres/Leden:

N-VA	Piet De Bruyn, Patrick De Groot, Louis Ide, Elke Sleurs.
PS	Christie Morreale, Fatiha Saïdi, Fabienne Winckel.
MR	Jacques Brochti, Dominique Tilmans.
CD&V	Cindy Franssen, Rik Torfs.
sp.a	Fauzaya Talhaoui, Marleen Temmerman.
Open Vld	Nele Lijnen.
Vlaams Belang	Yves Buysse.
Écolo	Cécile Thibaut.
cdH	André du Bus de Warnaffe.

Suppléants/Plaatsvervangers:

Frank Boogaerts, Inge Faes, Danny Pieters, Helga Stevens, Karl Vanlouwe.
Hassan Bousetta, Philippe Mahoux, Muriel Targnion, Olga Zrihen.
François Bellot, Christine Defraigne, Gérard Deprez.
Dirk Claes, Sabine de Bethune, Peter Van Rompu.
Bert Anciaux, Dalila Douffi.
Rik Daems, Guido De Padt.
Bart Laermans, Anke Van dermeersch.
Marcel Cherom, Zakia Khattabi.
Francis Delpérée, Dimitri Fourny.

II. EXPOSÉ INTRODUCTIF DE M. VINCENT VAN QUICKENBORNE, VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DES PENSIONS

M. Vincent Van Quickenborne, vice-premier ministre et ministre des Pensions, avance trois objectifs généraux. Tout d'abord : la Belgique a besoin d'un budget sain. À politique inchangée, le coût du vieillissement (en ce compris les pensions et les soins de santé) pour les pouvoirs publics augmentera de 3,6 % du PIB en 2030 et de 5,6 % du PIB en 2060. Il faut donc assurer des finances publiques saines, de manière à pouvoir supporter le coût supplémentaire du vieillissement. Alors que, selon le ministre, les surcoûts en matière de pensions peuvent encore être maîtrisés pour peu que les mesures nécessaires soient prises, ce sont surtout les surcoûts en matière de soins de santé qui l'inquiètent au plus haut point. Les progrès de la technologie prolongent l'espérance de vie, entraînant ainsi une augmentation de la consommation de médicaments. La question qui se pose est celle de savoir comment assurer le financement du système, si l'on souhaite empêcher l'apparition d'une médecine à deux vitesses. On parle ici de montants avoisinant les 30 milliards d'euros (pensions) et les 25 milliards d'euros (soins de santé) par an. Si l'on veut maintenir la solidarité entre les générations, il faudra que les pouvoirs publics puissent également supporter ces coûts à l'avenir.

D'autre part, il faut suivre la bonne stratégie en matière de marché de l'emploi. Il faut surtout miser sur l'activation de la population. En effet, la comparaison avec d'autres pays n'est pas flatteuse pour notre pays et la croissance du taux d'activité reste insuffisante, en tout cas par rapport aux pays scandinaves. Dans notre pays, les travailleurs entre vingt-cinq et cinquante-cinq ans sont pressés comme des citrons, si bien qu'ils aspirent à prendre leur retraite au plus vite. Il faut donc suivre une autre stratégie et une politique différente en matière de carrière professionnelle, prévoyant notamment un travail adapté pour les travailleurs plus âgés.

Enfin, il faut ajuster le budget et se débarrasser des charges d'intérêt excessives. Le gouvernement a déjà pris de nombreuses décisions en la matière.

Dans ce cadre global, le ministre mènera plusieurs réformes dans le domaine des pensions. Un premier train de mesures a déjà été adopté fin 2011 :

- l'âge minimum de la pension anticipée est progressivement porté à soixante-deux ans (soixante ans actuellement), et ce, tant dans le régime privé que dans le régime public. La durée de la carrière des personnes qui veulent prendre leur pension de façon anticipée, est portée à quarante ans (actuellement,

II. UITEENZETTING VAN DE HEER VINCENT VAN QUICKENBORNE, VICE-EERSTE-MINISTER EN MINISTER VAN PENSIOEKENNEN

De heer Vincent Van Quickenborne, vice-eerste-minister en minister van Pensioenen, brengt drie algemene doelstellingen naar voor. Vooreerst : België heeft een gezonde begroting nodig. Bij ongewijzigd beleid stijgen de vergrijzingkosten (met inbegrip van pensioenen en gezondheidszorg) voor de overheid in 2030 met 3,6 % van het bbp en in 2060 met 5,6 % van het bbp. Men moet dus zorgen voor gezonde publieke financiën, zodat de meerkosten van de vergrijzing kunnen worden opgevangen. Waar de meerkosten inzake pensioenen volgens de minister nog kunnen worden beheerst mits de nodige maatregelen worden genomen, zijn het vooral de meerkosten inzake gezondheidszorg die hem ernstige zorgen baren. De technologische vooruitgang maakt dat mensen langer leven en dat dus ook meer geneesmiddelen zullen geconsumeerd worden. De vraag rijst hoe men dit allemaal zal kunnen blijven betalen, wil men vermijden dat er een gezondheidszorg met twee snelheden ontstaat. Het gaat hier om bedragen van ongeveer 30 miljard euro (pensioenen) en 25 miljard euro (gezondheidszorg) op jaarbasis. Deze kosten moeten ook in de toekomst door de overheid gedragen kunnen worden wil men de solidariteit tussen de generaties blijven behouden.

Verder moet de juiste arbeidsmarktstrategie worden gevuld. Er moet vooral worden ingezet op activering van de bevolking. In vergelijking met andere landen doet ons land het immers niet goed en blijft de stijging van de activiteitsgraad ondermaats, zeker in vergelijking met de Scandinavische landen. In ons land worden tussen vijfentwintig en vijfenvijftig jaar de werknemers als citroenen uitgeperst en dan zijn ze bekaf en willen ze op pensioen. Hier moet dus een andere strategie worden gevuld, met een ander arbeidsloopbaanbeleid dat voorziet in aangepast werk voor de oudere werknemers.

Ten slotte moet de begroting op orde worden gesteld en moet men af van de al te grote rentelasten. De regering heeft hier reeds vele beslissingen genomen.

In dit globale kader zal de minister enkele hervormingen doorvoeren in de pensioenen. Een eerste reeks maatregelen werd einde 2011 reeds goedgekeurd :

- de minimumleeftijd voor vervroegd pensioen wordt zowel in het privé- als in het overheidsstelsel in fasen opgetrokken naar tweehonderd jaar (zestig jaar tot nu toe). De loopbaanduur voor wie met vervroegd pensioen wil gaan, wordt verhoogd naar veertig jaar (tot nu toe vijfendertig jaar in het werknemersstelsel

trente-cinq ans dans le régime des travailleurs salariés et 5 ans dans le régime public). L'âge légal de la pension reste fixé à soixante-cinq ans;

— les pensions publiques, qui jusqu'ici étaient calculées en soixante tantièmes et dont les cinq dernières années de la carrière servaient de période de référence, sont adaptées de manière à coïncider davantage avec le régime de pension des travailleurs salariés dans le secteur privé : le nombre de tantièmes est ramené à quarante-huit au maximum et la période de référence devient les dix dernières années de la carrière. L'ancien calcul en tantièmes continue toutefois d'être appliqué pour les personnes qui ont cinquante-cinq ans ou plus en 2012; la période de référence reste de cinq ans pour les personnes qui ont cinquante ans ou plus en 2012;

— un certain nombre de régimes de pension spécifiques, notamment celui des journalistes professionnels ou du personnel navigant, dans lesquels le calcul s'opère aujourd'hui sur la base de tantièmes avantageux particuliers, sont adaptés : ces pensions sont désormais calculées en quarante-huit tantièmes;

— les périodes assimilées, notamment pour les emplois de fin de carrière, sont désormais moins prises en compte dans le calcul de la durée de la carrière, avec toutefois une exception pour les préensions accordées dans le cas d'entreprises en difficulté ou en restructuration ainsi que celles accordées dans le cadre de la CCT n° 96 (cinquante-six ans et au moins quarante années de carrière);

— un crédit-temps sans motif ne pourra plus être pris que pendant un an.

Les modalités des adaptations, tout particulièrement en ce qui concerne les mesures transitoires, font l'objet d'une concertation entre le gouvernement, les partenaires sociaux et les gouvernements des communautés et des régions, principalement pour ce qui est de la mise à disposition préalablement à la pension dans le domaine de l'enseignement, et pour ce qui est des montants de la pension pour les fonctionnaires qui dépendent des communautés et des régions. Plusieurs arrêtés royaux pourront être pris prochainement.

Le ministre insiste sur le fait que l'âge légal de la pension reste fixé à soixante-cinq ans. En revanche, les régimes de préension et leurs variantes font l'objet de réformes. L'âge effectif de la retraite est beaucoup trop bas.

Pour l'avenir, le ministre distingue une dizaine de « chantiers en matière de pensions », qu'il commente.

Il s'agit en premier lieu de l'extension du deuxième pilier de pension, à savoir celui des pensions complémentaires. Parallèlement au premier pilier (la pension

en vijf jaar in het overheidsstelsel). De wettelijke pensioenleeftijd blijft wel op vijfenzestig jaar;

— de overheidspensioenen, die tot nu toe in zestig tantièmes worden berekend en waarbij de laatste vijf jaar van de loopbaan als referentieperiode geldt, worden aangepast om ze dichter te laten aansluiten bij het pensioenstelsel van werknemers in de privé-sector : het aantal tantièmes wordt verlaagd tot maximaal achtenveertig en de referentieperiode wordt de laatste tien jaar van de loopbaan. De oude berekening in tantièmes blijft wel gelden voor wie in 2012 vijfenvijftig jaar of ouder is; de referentieperiode blijft vijf jaar voor wie in 2012 vijftig jaar of ouder is.

— een aantal specifieke pensioenstelsels van onder meer beroepsjournalisten en zeevarend personeel, waarin de berekening nu gebeurt volgens bijzondere voordelige tantièmes, worden aangepast : de pensioenen worden voortaan berekend aan achtenveertig tantièmes;

— de gelijkgestelde periodes, onder meer voor landingsbanen, tellen voortaan minder mee voor de berekening van de loopbaanduur, al is er wel nog een uitzondering voor brugpensioenen in geval van een bedrijf in moeilijkheden of herstructureren, evenals die welke ingevolge cao nr. 96 (zesenvijftig jaar en minstens veertig jaren loopbaan) werden genomen;

— ongemotiveerd tijdskrediet zal maar gedurende één jaar kunnen worden opgenomen.

Over de nadere regels van de aanpassingen, in het bijzonder met betrekking tot de overgangsbepalingen, pleegt de regering overleg met de sociale partners en met de regeringen van de gemeenschappen en de gewesten, vooral wat betreft de problematiek van de beschikkingstelling voorafgaand aan het pensioen voor wat het onderwijs betreft, en wat betreft de pensioenbijdragen voor de ambtenaren die afhangen van de gemeenschappen en de gewesten. Binnenkort zullen enkele koninklijke besluiten kunnen genomen worden.

De minister benadrukt dat aan de leeftijd voor het wettelijk pensioen niet geraakt werd : deze blijft op vijfenzestig jaar liggen. Het zijn evenwel de stelsels van brugpensioen en de varianten daarop die worden aangepakt. Het is de effectieve pensioenleeftijd die veel te laag ligt.

Voor de toekomst ziet de minister een tiental « pensioenwerven » en hij licht deze toe.

Het gaat in de eerste plaats om de uitbouw van de tweede pensioenpijler, die van de aanvullende pensioenen. De minister ziet, naast het wettelijk pensioen

légale), au deuxième pilier (les assurances de groupe) et au troisième pilier (l'épargne-pension individuelle), le ministre considère l'acquisition d'un logement personnel comme le quatrième pilier. Ce dernier est important : il permet en effet de ne plus payer de loyer pendant la retraite, ce qui réduit considérablement les coûts mensuels.

Le ministre rappelle que la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires est en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2004. Dans le cadre de cette loi, 60 % des travailleurs acquièrent une pension complémentaire. Deux problèmes majeurs se posent en ce qui concerne le deuxième pilier :

- de nombreuses personnes ne peuvent bénéficier que d'une pension complémentaire très limitée qui, associée à une petite pension légale, ne leur garantit pas suffisamment un revenu convenable;

- 40 % de la population n'acquiert aucun droit à une pension complémentaire. Il s'agit surtout des personnes actives dans des secteurs financièrement moins porteurs ou des titulaires d'emplois précaires (secteur non marchand, employés de PME, agents contractuels, ...).

Pour régler ces problèmes, le gouvernement a formulé deux objectifs : celui d'accroître le nombre de bénéficiaires d'une pension professionnelle complémentaire (à terme, toute la population active devrait pouvoir en bénéficier) et celui de majorer les montants constitués. Ces objectifs seront concrétisés en concertation avec les partenaires sociaux, qui seront invités à prévoir des moyens pour les pensions complémentaires. Conformément à l'intention de maintenir la population plus longtemps dans la vie active, le taux d'imposition applicable aux pensions complémentaires qui sont prises à soixante ou soixante-et-un ans sera relevé. Il faut, en effet, penser de façon innovante vu qu'il est impensable d'augmenter les cotisations des employeurs ou des travailleurs. Il y a différentes possibilités : l'on pourrait permettre aux travailleurs de cotiser eux-mêmes, sur une base volontaire, pour une pension complémentaire, ou les employeurs et les travailleurs pourraient décider dans le cadre d'un accord interprofessionnel d'affecter la marge restante d'augmentation salariale à une pension complémentaire. On peut également laisser les chefs d'entreprises libres de choisir comment ils souhaitent constituer la pension complémentaire de leurs travailleurs, indépendamment des accords qui ont été faits au niveau du secteur concerné.

als eerste pijler, de groepsverzekeringen als tweede pijler, het individueel pensioensparen als derde pijler en het verwerven van een eigen woning als vierde pijler. Dit laatste is belangrijk : men hoeft tijdens zijn pensioen immers geen huur meer te betalen wat de maandelijkse kost sterk reduceert.

De minister brengt in herinnering dat de wet van 28 april 2003 over de aanvullende pensioenen sinds 1 januari 2004 van kracht is. 60 % van de werknemers verwerft binnen het kader van deze wet een aanvullend pensioen. De tweede pijler heeft met twee belangrijke problemen te kampen :

- veel personen maken slechts aanspraak op een zeer beperkt aanvullend pensioen, dat samen met een klein wettelijk pensioen onvoldoende garanties op een behoorlijk inkomen biedt;

- 40 % van de bevolking bouwt geen aanvullende pensioenrechten op. Het gaat vooral om personen in financieel minder sterke sectoren of in meer precaire jobs (non-profitsector, werknemers van kmo's, contractuele ambtenaren, ...).

Om die problemen aan te pakken, heeft de regering twee doelstellingen geformuleerd : het aantal werknemers met een aanvullend bedrijfspensioen moet worden uitgebreid (op termijn zou de hele beroepsbevolking er van moeten kunnen genieten) en de opgebouwde bedragen dienen te worden opgetrokken. Deze doelstellingen zullen worden geconcretiseerd in overleg met de sociale partners, die ertoe zullen worden uitgenodigd om middelen vrij te maken voor aanvullende pensioenen. In samenhang met de doelstelling om mensen langer aan de slag te houden, zal het belastingtarief opgetrokken worden dat van toepassing is op aanvullende pensioen die op zestig of eenenzestig jaar worden opgenomen. Men moet hier immers «*out of the box*» denken vermits het niet denkbaar is de werkgevers- of werknemersbijdragen te verhogen. Er zijn verschillende mogelijkheden : men zou ervoor kunnen opteren om de werknemers toe te laten om zelf bijdragen te storten voor een vrijwillig aanvullend pensioen, of de werkgevers en werknemers zouden in een interprofessioneel akkoord kunnen beslissen om de overgebleven marge voor loonsverhoging opzij te zetten voor dit aanvullend pensioen. Men kan ook aan bedrijfsleiders de mogelijkheid geven om zelf te kiezen hoe zij het aanvullend pensioen van hun werknemers wensen op te bouwen, los van de afspraken die op het niveau van de betrokken sector zijn gemaakt.

Le ministre met l'accent sur l'importance de ce deuxième pilier. Bien qu'il importe de garantir le paiement des pensions légales dans le cadre du premier pilier, il faut permettre au deuxième pilier de se développer de manière à maintenir le ratio de remplacement au niveau le plus élevé possible.

Le deuxième chantier relatif aux pensions consiste à rendre le travail plus attrayant après l'âge légal de la retraite. Bien que l'on puisse actuellement avoir un travail rémunéré sans que cela n'affecte la pension, il faut toutefois que ce revenu complémentaire soit limité. Quiconque dépasse ce montant n'apprend qu'un an plus tard qu'il perd la totalité de sa pension pour l'année en question. Le ministre estime qu'il s'agit d'une injustice et dispose de quelques propositions pour y remédier.

À partir de 2013, les personnes qui compteront au moins quarante-deux années de carrière seront autorisées à travailler après l'âge légal de la retraite sans que cela n'entraîne une réduction de leur pension. Les personnes qui compteront moins d'années de carrière pourront percevoir des revenus complémentaires jusqu'à un certain plafond, revenus auxquels s'ajoutera une pension réduite proportionnellement. La condition de carrière prévue pour le cumul illimité en matière de travail et de pension — plutôt que la condition d'âge de soixante-cinq ans — est nécessaire pour deux raisons. Outre qu'elles prennent leur retraite à un âge plus avancé, les personnes qui ont travaillé plus longtemps ont plus d'années de carrière. Qui plus est : les personnes qui travaillent plus longtemps paient plus longtemps des cotisations de sécurité sociale et des impôts. Si le ministre propose cette condition de carrière, c'est parce qu'il veut empêcher l'apparition d'effets de substitution. La réforme proposée a en effet un coût pour l'État vu que, si les gens savent qu'ils peuvent avoir des revenus complémentaires illimités durant leur retraite, ils prendront cette dernière plus tôt, ce qui entraînera pour la sécurité sociale une dépense supplémentaire immédiate. Pour permettre cette réforme, les budgets nécessaires ont dès lors été prévus pour les années 2013 et 2014.

Une troisième réforme consiste à rendre le prolongement de la carrière gérable. Il s'agit du débat le plus fondamental qui a été mené au cours des dernières semaines à la suite des réformes en matière de pension qui ont déjà été mises en œuvre, et ce tant dans les services d'incendie, dans l'enseignement, chez les pilotes de navire et dans tous les groupes professionnels dont les membres estiment, à tort ou à raison, exercer une profession pénible. Cette discussion est justifiée. On ne peut en effet plus considérer un groupe de manière « statique », c'est-à-dire en partant du principe qu'une personne fait le même travail du premier au dernier jour de sa carrière, mais il faut tendre vers une approche évolutive dans laquelle la teneur d'un travail évolue selon l'âge et

De minister benadrukt het belang van deze tweede pijler. Weliswaar is het belangrijk om de uitbetaling van de wettelijke pensioenen te garanderen in het kader van de eerste pensioenpijler, maar men moet de tweede pijler de kans geven om zich te ontwikkelen om op deze wijze de vervangingsratio zo hoog mogelijk te houden.

De tweede pensioenwerf bestaat erin om arbeid na de wettelijke pensioenleeftijd aantrekkelijker te maken. Vandaag kan men weliswaar een inkomen uit arbeid verwerven zonder dat aan het pensioen wordt geraakt, zij het dat dit bijkomend inkomen beperkt is. Wie dit bedrag overschrijdt, verneemt pas het jaar nadien dat hij zijn volledig pensioen voor het betrokken jaar verliest. De minister meent dat dit onrechtvaardig is en heeft enkele voorstellen klaar om hieraan te verhelpen.

Wie een loopbaan van ten minste tweeënveertig jaar heeft opgebouwd, krijgt vanaf 2013 het recht om na de wettelijke pensioenleeftijd te werken zonder dat dit tot een vermindering van de pensioenuitkering aanleiding geeft. Wie minder loopbaanjaren op de teller heeft, mag tot een bepaald bedrag bijverdienen en krijgt boven dat bedrag een proportioneel verminderde pensioenuitkering. De loopbaanvoorraarde voor onbeperkte cumulatie van werk en pensioenuitkering — eerder dan de leeftijdsvoorraarde van vijfenzestig jaar — is om twee redenen noodzakelijk. Langer werken betekent niet alleen op hogere leeftijd met pensioen gaan, het betekent ook een langere loopbaan opbouwen. En bovendien : wie langer werkt, betaalt langer bijdragen voor de sociale zekerheid en belastingen. De minister stelt bewust deze loopbaanvoorraarde voor omdat hij wil vermijden dat er substitutie-effecten zouden optreden. De voorgestelde hervorming kost de overheid immers geld vermits, als mensen weten dat ze onbeperkt kunnen bijverdienen tijdens hun pensioen, ze dit pensioen ook sneller gaan opnemen met een onmiddellijke meeruitgave voor de sociale zekerheid als gevolg. Om deze hervorming mogelijk te maken, werden dan ook de nodige budgetten voorzien voor de jaren 2013 en 2014.

Een derde hervorming bestaat erin om langer werken werkbaar te maken. Dit is het grootste debat dat de afgelopen weken werd gevoerd naar aanleiding van de reeds doorgevoerde pensioenhervormingen, en dit zowel bij de brandweer, het onderwijs, de loodsen en bij alle beroepsgroepen die — al dan niet terecht — menen een zwaar beroep uit te oefenen. Het is ook terecht dat deze besprekking wordt gevoerd. Men mag een bepaald beroep immers niet langer « statisch » benaderen, waarbij iemand van de eerste tot de laatste dag hetzelfde werk doet, maar een meer evolutieve benadering nastreven waarbij de inhoud van een job evolueert naarmate de leeftijd en de ervaring van de betrokkenen. Men kan immers alle begrip hebben voor een brandweerman die op zijn zesenvijftigste niet

l'expérience de l'intéressé. Il est en effet parfaitement compréhensible qu'un pompier ne puisse plus monter sur une échelle tous les jours à l'âge de 56 ans, mais une autre fonction au sein du corps des pompiers lui conviendrait peut-être. Tout cela requiert une autre politique des ressources humaines. C'est là que réside le grand défi.

Des initiatives ont d'ores et déjà été prises à cet égard. Le ministre renvoie, par exemple, au Fonds de l'expérience professionnelle ou aux usines que certaines entreprises ont déjà spécialement construites pour des travailleurs âgés. Il en va en effet de l'intérêt des entreprises concernées de maintenir plus longtemps leur personnel au travail en raison de la grande pénurie qui règne sur le marché du travail et qui, compte tenu du vieillissement de la population, va s'accroître.

Une quatrième réforme, probablement la réforme la plus délicate qui est mise en œuvre, concerne les pensions de survie. Les 600 000 personnes qui perçoivent actuellement une pension de survie conserveront leurs droits. À la lumière de l'objectif général d'activation, il conviendra toutefois de réformer ce régime : pour l'instant, il a pour résultat qu'après le décès de leur partenaire, les personnes veuves sont encouragées à rester dans une situation d'inactivité. Si le maître mot est l'activation de ce groupe, il sera cependant tenu compte de la durée de la carrière et du nombre d'enfants à charge. La législation actuelle est d'ailleurs une réaction à la tendance à l'individualisation des droits sociaux.

En ce qui concerne les pensions de survie, l'accord de gouvernement ne contient qu'un cadre, qui sera concrétisé par le gouvernement, en concertation avec le parlement et les partenaires sociaux. Le ministre se dit ouvert à un débat de fond avec la commission des Affaires sociales du Sénat. L'un des problèmes à examiner est la grande différence entre le régime des travailleurs salariés et celui des fonctionnaires.

Vient ensuite la réforme du bonus de carrière. Dans le cadre du pacte des générations, une composante d'âge et un bonus de pension ont été instaurés pour les personnes qui continuaient à travailler entre soixante-deux ans et soixante-cinq ans. Cet outil d'activation est trop peu connu : seuls 20 % de la population en ont déjà entendu parler. Il permet pourtant d'augmenter la pension d'un montant appréciable : les personnes qui exploitent entièrement les possibilités offertes par le bonus de pension en continuant à travailler entre soixante-deux et soixante-cinq ans peuvent bénéficier d'une augmentation mensuelle de leur pension à concurrence de 150 euros.

Ce bonus aurait dû être supprimé le 1^{er} décembre 2011, si le parlement n'avait pas prorogé la mesure d'un an. Pour le 1^{er} décembre, il faudra dès lors

langer elke dag op een ladder kan kruipen, maar misschien wel geschikt is voor een andere functie binnen het brandweerkorps. Een en ander vergt een ander HR-beleid. Dit is de grote uitdaging.

Vandaag reeds werden hier initiatieven genomen. De minister verwijst bijvoorbeeld naar het Ervaringsfonds of naar de aparte fabrieken die sommige bedrijven reeds hebben gebouwd waar uitsluitend oudere werknemers werkzaam zijn. Het is immers in het eigen belang van de betrokken bedrijven om mensen langer aan het werk te houden. Er heerst immers een grote krapte op de arbeidsmarkt en deze zal toenemen gelet op de vergrijzing van de bevolking.

Een vierde hervorming betreft de overlevingspensioenen en mogelijk is dit de meest delicate hervorming die wordt doorgevoerd. De 600 000 mensen die nu een overlevingspensioen ontvangen, behouden al hun rechten. In het licht van de algemene activeringsdoelstelling moet het stelsel naar de toekomst toe wel worden hervormd : het zorgt er nu immers voor dat mensen er na het overlijden van hun partner toe worden aangemoedigd om in een situatie van inactiviteit te blijven. Activering van deze groep is het uitgangspunt, maar er zal wel rekening worden gehouden met de loopbaanduur en het aantal kinderen ten laste. De huidige wetgeving gaat overigens ook in tegen de trend van de individualisering van de sociale rechten.

Het regeerakkoord bevat over de overlevingspensioenen niet meer dan een kader, dat door de regering in overleg met het Parlement en de sociale partners zal worden geconcretiseerd. De minister verklaart dat hij open staat voor een debat ten gronde met de commissie voor de Sociale Aangelegenheden van de Senaat. Een van de problemen die zullen moeten worden aangepakt, is het grote verschil tussen het stelsel van de werknemers en dat van de ambtenaren.

Vervolgens is er de hervorming van de loopbaanbonus. In het kader van het generatiepact werden een leeftijdscomponent en een pensioenbonus ingevoerd voor personen die tussen de leeftijd van tweeënzestig en vijfenzestig jaar bleven werken. Dit activeringsinstrument is te weinig bekend : slechts 20 % van de bevolking blijkt er al van te hebben gehoord. Nochtans kan het leiden tot een behoorlijke verhoging van het pensioen : wie de mogelijkheden van de pensioenbonus volledig benut door tussen tweeënzestig en vijfenzestig jaar aan de slag te blijven, maakt aanspraak op een maandelijkse verhoging van zijn pensioen met 150 euro.

Deze bonus zou op 1 december 2011 hebben opgehouden te bestaan, ware het niet dat het parlement deze maatregel met één jaar heeft verlengd. Voor

procéder à une évaluation du bonus de pension et une décision sera prise concernant la prorogation, l'adaptation ou la cessation de cette mesure. Elle est d'ailleurs trop peu connue : seulement 25 % des travailleurs qui peuvent y prétendre connaissent le bonus de pension.

Un sixième élément est la suppression de l'unité de carrière. La durée maximum de la carrière étant de quarante-cinq ans, les personnes qui travaillent plus de quarante-cinq ans ne se constituent pas de droits de pension complémentaires. Il n'y a donc pas d'incitant à continuer à travailler plus longtemps. Cela va changer : une personne qui reste professionnellement active après quarante-cinq ans de carrière pourra continuer à se constituer des droits de pension tant qu'elle ne percevra pas de pension. Il s'agit, en soi, d'un véritable bonus de pension.

Le ministre évoque ensuite la problématique de la lutte contre la pauvreté chez les personnes âgées. Les derniers chiffres indiquent que 15 % de la population vit dans la pauvreté. Un enfant sur quatre grandit dans une famille qui est considérée comme pauvre. Ce problème se pose également chez les personnes âgées. En Belgique, 20 % des pensionnés ont un revenu inférieur au seuil de pauvreté. Les pensions moyennes sont plutôt basses dans notre pays, bien qu'il faille nuancer cette affirmation : comme les pensionnés disposent chez nous d'un patrimoine propre supérieur à la moyenne (250 000 euros net par personne après déduction des dettes), ils peuvent plus aisément mener une vie confortable, même avec une petite pension. Ce «quatrième pilier de pension» est très important : un soutien modéré est accordé aux personnes qui veulent acquérir leur propre habitation. Contrairement aux Pays-Bas, où cette déduction est illimitée, la capacité financière des familles est prise en compte en Belgique.

Afin de remédier au problème des petites pensions, le gouvernement libérera un montant permettant d'adapter les pensions les plus basses au bien-être. Concrètement, il s'agit :

- en 2013 de 182 millions d'euros (164 millions dans le régime des travailleurs salariés et 18 millions dans le régime des travailleurs indépendants);

- en 2014 de 364 millions d'euros (325 millions dans le régime des travailleurs salariés et 39 millions dans le régime des travailleurs indépendants);

En outre, un montant annuel de 66 millions d'euros est également prévu pour les allocations d'assistance, c'est-à-dire la garantie de revenus aux personnes âgées (GRAPA), dont l'octroi éventuel est précédé d'une enquête sur les ressources du demandeur. Depuis le 1^{er} septembre 2011, le montant de la GRAPA s'élève à 953,30 euros, ce qui est encore inférieur de 20 euros au seuil de pauvreté.

1 decembre moet er dus een evaluatie komen van de pensioenbonus en komt er een beslissing over de verlenging, de aanpassing of de stopzetting van deze maatregel. Overigens is deze maatregel te weinig bekend : slechts 25 % van de werknemers die ervoor in aanmerking komen kennen de pensioenbonus.

Een zesde element is het afschaffen van de eenheid van loopbaan. Omdat de maximale loopbaan vijfenveertig jaar bedraagt, bouwt wie langer dan vijfenveertig jaar werkt geen bijkomende pensioenrechten meer op. Er is dus geen stimulans om nog langer te blijven werken. Dat gaat veranderen : wie een loopbaan van vijfenveertig jaar heeft en nog steeds aan de slag is, zal verder pensioenrechten opbouwen zolang hij geen pensioenuitkering ontvangt. In wezen is dit een echte pensioenbonus.

Vervolgens citeert de minister de problematiek van de bestrijding van de armoede bij ouderen. Uit de jongste cijfers blijkt dat 15 % van de bevolking in armoede leeft. Één op vier kinderen groeit op in een gezin dat als arm wordt beschouwd. Maar ook bij ouderen stelt het probleem zich. 20 % van de gepensioneerden in België heeft een inkomen dat onder de armoedegrens ligt. De gemiddelde pensioenen zijn in België eerder laag, al moet wel een nuance worden aangebracht : doordat gepensioneerden in ons land een groter dan gemiddeld eigen patrimonium hebben (250 000 euro netto per persoon na aftrek van schulden), kunnen zij gemakkelijker goed leven, zelfs met een lage pensioenuitkering. Deze «vierde pensioenpijler» is heel belangrijk : men kent een gemodereerde steun toe aan wie een eigen woning wil verwerven. Anders dan in Nederland — waar deze aftrek onbeperkt is — houdt men in België rekening met de financiële draagkracht van de gezinnen.

Om aan de lage pensioenen te verhelpen zal de regering een bedrag uittrekken voor de welvaartsaanpassingen van de laagste pensioenen. Het gaat concreet om :

- 2013 : 182 miljoen euro (164 miljoen in het werknemersstelsel, 18 miljoen in het zelfstandigenstelsel);

- 2014 : 364 miljoen euro (325 miljoen in het werknemersstelsel, 39 miljoen in het zelfstandigenstelsel).

Daarenboven wordt ook een jaarlijks bedrag van 66 miljoen euro uitgetrokken voor de bijstandsuitkeringen, zijnde de inkomensgarantie voor ouderen (IGO) waar een onderzoek naar de bestaansmiddelen aan vooraf gaat. Het bedrag van de IGO ligt sinds 1 september 2011 op 953,30 euro, wat nog steeds 20 euro minder is dan de armoedegrens.

Le huitième chantier de pension est la réforme des pensions des femmes. Les femmes sont souvent victimes de leurs choix de carrière (abandon temporaire ou définitif du marché de l'emploi, travail à temps partiel). Pour pouvoir bénéficier d'une pension minimum, il existe aujourd'hui un seuil que beaucoup d'entre elles n'atteignent pas, à savoir deux tiers d'une carrière complète. Pour éviter que de nombreuses femmes ne se retrouvent dans une situation de précarité ou de pauvreté, le ministre cherchera des solutions, notamment en concertation avec les organisations féminines et de seniors et avec le Comité consultatif pour le secteur des pensions.

Différentes pistes de réflexion seront explorées. L'instauration d'un système de répartition des droits de pension sur la base duquel une personne pourrait transférer des droits de pension à son partenaire mérite notamment d'être envisagée; les discussions à ce sujet doivent encore démarrer. D'une manière plus générale, tant l'individualisation des droits que la solidarité sont importantes.

La fusion éventuelle du Fonds de vieillissement avec le Fonds d'avenir pour les soins de santé est le neuvième chantier de la réforme des pensions. Le Fonds de vieillissement a été créé en 2001 afin de faire face aux conséquences du vieillissement. Jusqu'en 2006, ce sont surtout des recettes non fiscales de l'État qui ont alimenté ce Fonds, pour un montant total de 14,033 milliards d'euros. Le Fonds d'avenir pour les soins de santé doit permettre de faire face aux dépenses qui, en raison du vieillissement, vont en croissant dans le secteur des soins de santé. Il dispose actuellement d'un montant de 1,262 milliard d'euros. La fusion des deux fonds en question sera examinée avec les collègues au sein du gouvernement.

Un dixième et dernier chantier relatif aux pensions concerne l'informatisation du secteur des pensions. Le gouvernement veut instaurer le système de « l'enveloppe orange », basé sur le modèle suédois, qui prévoit que chaque année, tous les citoyens reçoivent du gouvernement une lettre contenant un aperçu des droits de pension qu'ils ont déjà constitués ainsi qu'une simulation de la pension à laquelle ils peuvent s'attendre afin que les intéressés aient une idée des conséquences de leurs choix de carrière sur la constitution de leur pension. Une opportunité importante se présente de par le fait que, dans les différents régimes légaux de pensions, des banques de données contenant les données de carrière à prendre en considération pour la pension existent ou sont en cours de développement, qu'il faut maintenant intégrer :

— dans le régime des travailleurs salariés : la banque de données Argo, que les intéressés peuvent déjà consulter via l'interface www.mypension.be;

De achtste pensioenwerf is de hervorming van de pensioenen voor vrouwen. Vrouwen zijn vaak het slachtoffer van keuzes die zij hebben gemaakt op loopbaanvlak (tijdelijke of definitieve verlating van de arbeidsmarkt, deeltijdse arbeid). Om aanspraak te maken op een minimumpensioen is nu een drempel van toepassing die zij in veel gevallen niet halen : twee derde van een volledige loopbaan. Om te vermijden dat veel vrouwen in een situatie van bestaanzekerheid of armoede terechtkomen, zal de minister in overleg met ouderen- en vrouwenorganisaties, alsook met het Raadgevend comité voor de pensioensector naar oplossingen zoeken.

Verschillende denksporen zullen worden geëvalueerd. Zo verdient de invoering van een pensioen-split, op grond waarvan een persoon pensioenrechten aan zijn partner overdraagt, overweging; het debat daarover moet nog beginnen. In meer algemene zin zijn zowel individualisering van rechten als solidariteit belangrijk.

De mogelijke fusie van het Zilverfonds en het Fonds voor de toekomst van de geneeskundige verzorging is de negende werf in de hervorming van de pensioenen. Het Zilverfonds werd opgericht in het jaar 2001 om de gevolgen van de vergrijzing op te vangen. Tot 2006 werden vooral niet-fiscale inkomsten van de Staat in dit Fonds gestort voor een totaal bedrag van 14,033 miljard euro. Het Fonds voor de toekomst van de geneeskundige verzorging moet toenemende uitgaven in de sector van de gezondheidszorg, door toedoen van de vergrijzing, opvangen. Het beschikt momenteel over een bedrag van 1,262 miljard euro. De fusie van beide fondsen zal worden onderzocht met de collega's in de regering.

Een tiende en laatste pensioenwerf heeft betrekking op de informatisering van de pensioensector. De regering wil werk maken van de zogenaamde « oranje omslag » naar Zweeds model, waarbij elke burger jaarlijks een brief van de overheid ontvangt waarin een overzicht wordt gegeven van reeds opgebouwde pensioenrechten en een simulatie van het te verwachten pensioen zodat de burger zich heeft op de gevolgen van zijn loopbaankeuzes voor zijn pensioenopbouw. Er dient zich een belangrijke opportuniteit aan door het feit dat in de verschillende wettelijke pensioenstelsels reeds databanken met pensioenloopbaangegevens bestaan of in ontwikkeling zijn, die nu moeten worden geïntegreerd :

— werknemersstelsel : databank Argo. Deze kan nu reeds geraadpleegd worden door elke belanghebbende via de interface www.mypension.be;

— dans le régime des travailleurs indépendants : la banque de données Eclips (en phase de test);

— dans le régime des fonctionnaires : Capelo (en développement).

Ces trois banques de données seront à l'avenir interconnectées par l'ASBL Sigedis, développeur d'applications informatiques pour la sécurité sociale. Elles doivent ensuite être également reliées à la banque de données des pensions complémentaires, qui est mise à jour sur la base des données communiquées par les organismes de pensions (assureurs de groupes et fonds de pension). Dans une phase ultérieure, on pourra également envisager de développer et d'intégrer dans le système une banque de données pour les pensions du troisième pilier (épargne pension individuelle). Les données relatives à la carrière des trois régimes légaux des pensions et des pensions complémentaires seront finalement intégrées dans une seule banque de données, où les données seront stockées dans un format utilisable pour toutes les branches de la sécurité sociale.

Il y aura ainsi un point de contact unique permettant aux pensionnés et aux futurs pensionnés de s'informer sur leur situation et sur leurs droits. Toutes les personnes actives recevront donc très régulièrement, dès le début de leur carrière, une estimation de leurs futurs droits de pension. Elles seront également informées de l'impact sur leur pension de certaines de leurs décisions relatives à leur carrière et, inversement, elles pourront aussi planifier leur carrière afin d'atteindre un niveau de pension donné. Enfin, le ministre n'exclut pas qu'à l'avenir l'on puisse aussi tenir compte, pour le calcul de la pension, des jours voire des heures prestés et non uniquement des années d'ancienneté.

III. ÉCHANGE DE VUES

A. Questions des membres

M. Siquet félicite le ministre pour sa présentation car il est d'avis que la législation en matière de pensions est la plus compliquée qui existe en Belgique.

Le grand déficit de la caisse des pensions vient du fait que l'État n'a jamais cotisé pour les personnes en situation de chômage ou d'invalidité, alors que les périodes de chômage ou invalidité sont prises en compte dans le calcul de la pension.

Une rente se distingue d'une pension. Une rente se calcule sur base des cotisations, c'est une capitalisation des cotisations. Tous les pays qui ont conçu les pensions sous la forme de rentes sont en difficulté à cause de la crise financière. En Australie, il faut

— zelfstandigenstelsel : databank Eclips (in testfase);

— ambtenarenstelsel : Capelo (in ontwikkeling).

Deze drie databanken zullen in de toekomst door de VZW Sigedis, de ontwikkelaar van informatica-appli-caties voor de sociale zekerheid, met elkaar worden gekoppeld. Daarna moeten ze ook worden verbonden met de databank van de aanvullende pensioenen, die wordt bijgehouden op basis van gegevens die door pensioeninstellingen (groepsverzekeraars en pensioenfondsen) worden meegedeeld. In een latere fase kan ook overwogen worden om een databank voor de pensioenen van de derde pijler (individueel pensioensparen) te ontwikkelen en te integreren. De loopbaangegevens over de drie wettelijke pensioenstelsels en de aanvullende pensioenen zullen uiteindelijk in één databank worden bijeengebracht, waarin de gegevens onder een formaat zullen worden opgeslagen dat voor alle takken van de sociale zekerheid bruikbaar is.

Zo zal er maar één aanspreekpunt zijn om de gepensioneerden en de toekomstige gepensioneerden over hun toestand en rechten te informeren. Alle werkenden zullen dan zeer regelmatig en vanaf het begin van hun loopbaan een raming van hun toekomstige pensioenrechten ontvangen. Zij zullen ook worden geïnformeerd over de impact op hun pensioen van sommige loopbaanbeslissingen die zij nemen en, andersom, zullen ze ook hun loopbaan kunnen plannen om een bepaald pensioenniveau te bereiken. De minister sluit ten slotte niet uit dat men in de toekomst niet enkel met jaren anciënniteit maar ook met gewerkte dagen of zelfs uren kan rekening houden voor de berekening van het pensioen.

III. GEDACHTEWISSELING

A. Vragen van de leden

De heer Siquet feliciteert de minister voor zijn presentatie : de pensioenwetgeving is in België de moeilijkste materie die er is.

Het grote tekort in de pensioenkas is er gekomen doordat de staat nooit heeft bijgedragen voor de mensen die werkloos of invalide waren, terwijl de periodes van werkloosheid en invaliditeit wel worden meegerekend in het pensioen.

Een rente is niet hetzelfde als een pensioen. Een rente wordt berekend op basis van bijdragen, het is een kapitalisering van bijdragen. Alle landen die de pensioenen hebben beschouwd als een vorm van rente, hebben nu problemen door de financiële crisis.

travailler jusqu'à 80 ans pour avoir droit à une rente car les caisses sont vides suite à la crise financière.

Chez nous, la pension est calculée sur base de la carrière. Si l'on fait une distinction entre années assimilées (chômage, invalidité, accidents de travail, maladies professionnelles) et années de travail réelles, cela risque de heurter beaucoup de monde. Les personnes relevant du chômage ou du régime d'invalidité ne l'ont certes pas choisi et vont de cette manière être punies une seconde fois alors que c'était à l'État de prévoir les cotisations pour ces personnes dont il était en quelque sorte responsable.

Selon le sénateur, il n'existe que deux situations dans lesquelles la pension pourrait être individualisée : soit le cas de la pension de survie, soit le cas du conjoint séparé. Dans les autres cas, le droit à la pension est un droit individuel.

Mme Tilman salue l'efficacité avec laquelle le ministre a pris en mains le problème des pensions.

Quand la mesure relative au travail autorisé dans le secteur public entrera-t-elle en vigueur ?

L'autorisation du travail volontaire après l'âge de la pension constitue une mesure indispensable qui était attendue de longue date. C'est là un pas important qui vient d'être franchi.

En matière d'amélioration de l'information sur les pensions, il y a certainement fort à faire. En Suède, les travailleurs reçoivent annuellement, dès le début de leur carrière, un relevé les informant du montant de la pension auxquelles ils auront droit sur la base des années prestées jusque là. C'est vraiment un incitant au travail. La membre est persuadée qu'il faut travailler dans cette direction chez nous. Enfin, la sénatrice souhaiterait connaître les montants du Fonds de vieillissement et du Fonds pour l'Avenir. La fusion des deux fonds va-t-elle entraîner la fusion des moyens, du personnel, de la localisation ?

M. Pieters remercie le ministre de l'opportunité d'avoir un échange de vues sérieux sur l'avenir des pensions. Cela fait en effet beaucoup trop longtemps qu'un tel débat n'a pas pu avoir lieu. Le ministre évoque aussi plusieurs chantiers en matière de pensions et l'intervenant voudrait émettre quelques commentaires et suggestions d'ordre général à ce sujet. Il y a aussi des chantiers dont le ministre n'a pas parlé.

Le ministre veut qu'un nombre accru de personnes disposent d'une pension complémentaire et souhaite que davantage de moyens soient libérés à cet effet. M. Pieters souligne néanmoins que la marge de manœuvre financière est très limitée. Il tient égale-

In Australië moet men tot zijn tachtigste werken om recht te hebben op een rente, want de schatkist is leeg door de financiële crisis.

Bij ons wordt het pensioen berekend op basis van de loopbaan. Als men een onderscheid maakt tussen gelijkgestelde jaren (werkloosheid, invaliditeit, arbeidsongevallen, beroepsziekten) en reële arbeidsjaren, zou dat velen in moeilijkheden kunnen brengen. Mensen die werkloos of invalide zijn, hebben daar niet voor gekozen en worden op die manier nog een tweede keer gestraft, terwijl het de taak van de staat was om de bijdragen te betalen voor die mensen, voor wie hij in zeker zin verantwoordelijk was.

Volgens de senator zijn er slechts twee gevallen waarin het pensioen geïndividualiseerd zou kunnen worden : het geval van het overlevingspensioen en dat van de gescheiden echtgenoot. In de andere gevallen is het recht op pensioen een individueel recht.

Mevrouw Tilman looft de doeltreffendheid waarmee de minister het probleem van de pensioenen aanpakt.

Wanneer treedt de maatregel inzake toegelaten arbeid in het stelsel van de ambtenarenpensioenen in werking ?

Het toelaten van vrijwillige arbeid nadat iemand de pensioenleeftijd heeft bereikt, is een noodzakelijke maatregel waar men al lang op wachtte. Dat is een belangrijke stap.

Ook wat de informatie aangaande de pensioenen betreft, is er veel werk aan de winkel. In Zweden krijgen werknemers jaarlijks, vanaf het begin van hun loopbaan, een overzicht van het pensioenbedrag waarop ze recht hebben op basis van de tot dan toe gepresteerde jaren. Dat spoort echt aan tot werken. Het lid is ervan overtuigd dat men bij ons ook die richting moet uitgaan. De senator zou ten slotte ook graag de bedragen kennen van het Zilverfonds en het Fonds voor de Toekomst. Zal de samenvoeging van de twee fondsen ook leiden tot versmelting van de middelen, het personeel, de kantoren ?

De heer Pieters dankt de minister voor de gelegenheid om een ernstige gedachtwisseling te hebben over de toekomst van de pensioenen. Het is immers veel te lang geleden dat een dergelijk debat heeft kunnen plaatsvinden. De minister reikt ook enkele pensioenwerven aan en spreker wil hier reeds enkele algemene commentaren en suggesties bij geven. Er zijn ook enkele werven waarover de minister niet heeft gesproken.

De minister wil meer mensen met een aanvullend pensioen en wenst dat hiervoor meer middelen worden vrijgemaakt. De heer Pieters wijst evenwel op het feit dat de financiële ruimte hiervoor zeer beperkt is. Hij waarschuwt ook voor het omgekeerd herverdelend

ment à prévenir que l'utilisation de la législation fiscale dans le but d'inciter les gens à constituer un deuxième pilier de pension semble avoir un effet de redistribution inverse.

En outre, il apparaît qu'en Belgique, les pensions complémentaires sont surtout versées sous forme de capital, contrairement à ce que font d'autres pays, qui optent principalement pour un paiement sous la forme d'une rente. Cela est également la conséquence de la fiscalité appliquée en la matière. Ce phénomène donne toutefois lieu à des situations dangereuses, étant donné que les pensionnés affectent le montant à un objectif utile lorsqu'ils le reçoivent, mais se trouveront, vers leurs quatre-vingts ans, face à des besoins de soins importants. Il faut éventuellement revoir la fiscalité du capital versé, puisque les pensions complémentaires n'atteignent pas leur objectif social.

L'intervenant se demande également si le gouvernement va finalement s'occuper des pensions complémentaires pour le personnel contractuel du secteur public.

Le ministre veut rendre le travail plus attrayant après l'âge légal de la retraite. En soi, M. Pieters n'y voit aucune objection, mais il souligne que les pensions belges sont des pensions de retraite et non des pensions de vieillesse. L'on reçoit la pension parce que l'on arrête de travailler à un âge donné. La mise en œuvre d'un régime dans lequel on peut avoir des revenus complémentaires illimités durant sa retraite est difficilement compatible avec le système actuel, bien que l'intervenant soit favorable à l'idée. M. Pieters plaide dès lors pour une limite d'âge donnée, soixante-cinq ans par exemple, plutôt que pour des critères de carrière minimum, comme le propose le ministre.

Le ministre a suggéré de réduire les cotisations sociales pour les travailleurs âgés. M. Pieters signale toutefois que cette compétence en matière de politique de groupes cibles sera transférée aux Régions. Conformément à l'accord de gouvernement, le ministre sera donc incomptént en la matière et pourra uniquement accorder des réductions de charges structurelles.

M. Pieters signale en outre qu'il est encore possible d'intervenir au niveau des « périodes assimilées », auxquelles quelques limitations ont été imposées à la fin 2011. Il plaide non pas pour leur suppression mais pour un équilibre accru entre leur détermination et leur financement.

Par ailleurs, l'intervenant se demande quelles sont les sanctions possibles en cas de vagues de licenciements, dans le cadre desquelles des travailleurs âgés sont remerciés. Il faut vraiment qu'un revirement culturel ait lieu en ce qui concerne les travailleurs

effect dat het gevolg blijkt te zijn van de aanwending van fiscale wetgeving om mensen ertoe aan te zetten een tweede pensioenpijler op te bouwen.

Bovendien blijkt dat in België, anders dan in andere landen, de aanvullende pensioenen vooral in kapitaal worden uitgekeerd terwijl men elders vooral opteert voor een uitbetaling in rente. Ook dit is het gevolg van de fiscale behandeling ervan. Dit fenomeen leidt evenwel tot gevaarlijke situaties, waarbij mensen het bedrag op een zinvolle wijze besteden wanneer ze het ontvangen maar in de problemen komen van zodra, ongeveer rond hun tachtigste levensjaar, de grote zorgbehoeften zich manifesteren. Mogelijk moet ook de fiscale behandeling van het uitgekeerde kapitaal worden herbekeken vermits de aanvullende pensioenen hier toch hun sociaal doel voorbijschieten.

De vraag is bovendien of de regering eindelijk werk gaat maken van de aanvullende pensioenen voor de contractuele personeelsleden van de openbare sector.

De minister wil arbeid na de wettelijke pensioenleeftijd aantrekkelijker maken. Op zich heeft de heer Pieters hier niets op tegen, maar hij onderstreept dat de Belgische pensioenen rustpensioenen geen ouderdomspensioenen zijn. Men ontvangt het pensioen omdat men stopt met werken op een zekere leeftijd. Het invoeren van een regeling waarbij men onbeperkt mag bijverdienen tijdens zijn pensioen valt hier moeilijk mee te rijmen, hoewel spreker voor het idee op zich wel gewonnen is. Daarom pleit de heer Pieters ervoor om, eerder dan met minimum loopbaanvereisten te werken zoals de minister voorstelt, eerder met een bepaalde leeftijdsgrens te werken, bijvoorbeeld vijfenzestig jaar.

De minister heeft voorgesteld om de sociale bijdragen voor oudere werknemers te laten dalen. De heer Pieters merkt evenwel op dat deze bevoegdheid inzake doelgroepenbeleid zal worden overgeheveld naar de gewesten. De minister zal volgens het regeerakkoord dan ook onbevoegd blijken te zijn; hij kan enkel nog structurele lastenverminderingen toekennen.

De heer Pieters merkt verder op dat er in de zogenaamde « gelijkgestelde périodes », waar eind 2011 enkele beperkingen aan werden gesteld, nog heel wat ruimte is om in te grijpen. Hij pleit niet voor de afschaffing ervan, maar wel voor meer evenwicht tussen het aanvaarden van deze « gelijkgestelde périodes » en de financiering ervan.

Verder vraagt spreker zich af hoe men bij ontslaggrondes, waarbij oudere werknemers worden afdankt, bestraffend kan optreden. Er dient werkelijk een cultuuromslag plaats te vinden wat de oudere werknemers betreft en het volstaat daarbij te kijken naar de

âgés, à cet égard, il suffit d'observer l'âge des collaborateurs parlementaires ou de cabinet, qui est très bas.

Quant à la réforme des pensions de survie, M. Pieters comprend qu'une certaine réflexion soit requise parce qu'il s'agit en l'espèce d'une mesure particulièrement drastique. Par contre, le bonus de pension équivaut en réalité à la non-application d'un malus de pension. On parle d'un bonus uniquement pour des raisons politiques mais, en réalité, il faut cesser de parler de bonus ou de malus lorsque l'on veut faire travailler les travailleurs systématiquement plus longtemps.

M. Pieters estime que la question de l'unité de carrière est très vaste et va au-delà de la seule condition de carrière de 45 ans que le ministre a ébauchée; il faut également tenir compte du passage d'un statut social à l'autre, parmi le régime des travailleurs salariés, celui des fonctionnaires et celui des indépendants. Il s'agit effectivement d'un problème. Pour une série de catégories qui prétendent entrer uniquement en ligne de compte pour des carrières courtes (songeons par exemple aux parlementaires), il serait possible d'améliorer la coordination en compensant les droits qui sont perdus ailleurs. Actuellement, on utilise des tantièmes plus courts ou des années fictives, ce qui ne semble toutefois pas être la solution idéale.

D'après M. Pieters, les propos concernant les petites pensions sont corrects pour ce qui est de la garantie de revenus aux personnes âgées (GRAPA) mais pas pour les plus petites pensions des travailleurs salariés et des indépendants. Il est en effet scandaleux que certaines personnes âgées vivent sous le seuil de pauvreté et la GRAPA est l'instrument idéal pour y remédier. La grande différence avec les pensions minimums est qu'il n'y a pas d'enquête sur les ressources et que l'on se base sur les statuts sociaux traditionnels — travailleurs salariés, fonctionnaires et indépendants — pour aboutir à une carrière la plus complète possible et compléter par la suite la pension acquise d'un montant déterminé. La question est de savoir si ce n'est pas contre-productif. En effet, il sera moins intéressant, en particulier pour les indépendants, de déclarer effectivement l'ensemble des revenus sur lesquels les droits de pension sont calculés, étant donné que la pension minimum obtenue de cette manière est relativement proche de la pension calculée sur les revenus effectifs. Si on a l'intention de remédier à la pauvreté dans ces catégories professionnelles, la GRAPA semble être l'instrument approprié.

Quant aux pensions des femmes, il faut effectivement, selon M. Pieters, chercher une solution. Par contre, le fait que l'on parle encore du fonds de vieillissement l'étonne. En effet, il ne s'agit en l'espèce que d'obligations que l'État lui-même a émises mais qu'il devra finalement aussi payer. Il ne s'agit donc

leeftijd van parlementaire medewerkers of kabinet-medewerkers, die heel laag is.

Wat betreft de hervorming van de overlevingspensioenen betreft, begrijpt de heer Pieters dat er enige reflectie nodig is omdat het hier om een zeer ingrijpende maatregel gaat. De pensioenbonus daarentegen komt eigenlijk neer op het niet-toepassen van een pensioenmalus. Het is enkel om politieke redenen dat men over een bonus spreekt, maar in wezen moet men ophouden om te spreken over bonussen of malussen wanneer men de werknemers systematisch langer wil laten werken.

De heer Pieters meent dat de problematiek van de eenheid van loopbaan ruimer is dan enkel de loopbaanvoorraarde van vijfenviertig jaar, die de minister heeft geschatst, maar ook het veranderen van sociaal statuut behelst tussen het werknemersstelsel, het ambtenarenstelsel en het regime van de zelfstandigen. Dit is inderdaad een probleem. Voor een aantal groepen, die beweren van enkel voor korte loopbanen in aanmerking te komen — men denkt bijvoorbeeld aan de parlementairen —, zou men meer coördinerend kunnen optreden door het compenseren van de rechten die men elders verliest. Nu wordt gewerkt met kortere tantièmes of fictieve jaren, maar dit lijkt niet de ideale oplossing.

Het verhaal over de lage pensioenbedragen klopt volgens de heer Pieters wat de inkomensgarantie voor ouderen (IGO) betreft, maar niet voor de laagste werknemers- en zelfstandigenpensioenen. Het is inderdaad schandalig dat sommige ouderen onder de armoedegrens leven en de IGO is het geknipte instrument om hieraan iets te doen. Het grote verschil met de minimumpensioenen is dat men geen onderzoek naar de bestaansmiddelen doet en dat men zich vasthaakt aan de traditionele sociale statuten — werknemers, ambtenaren en zelfstandigen — om op die wijze tot een zo volledig mogelijke loopbaan te komen, en aan het verworven pensioen vervolgens een bedrag aan toe te voegen. De vraag is of dit niet contraproductief is. Men maakt het — zeker in het zelfstandigenstatuut — immers minder interessant om het volledige inkomen waarop de pensioenrechten worden berekend ook daadwerkelijk aan te geven, vermits het minimumpensioen dat men op die manier relatief dicht ligt bij het pensioen berekend op de werkelijke inkomen. Wanneer men iets aan de armoede bij deze beroeps categorieën wil doen, dan lijkt de IGO hiertoe het aangewezen middel.

Inzake de pensioenen voor vrouwen, moet men volgens de heer Pieters inderdaad naar een oplossing zoeken. Daarentegen is hij verwonderd over het feit dat nog steeds over het Zilverfonds wordt gesproken. Inderdaad: het gaat hier slechts om schuldpapier dat de overheid zelf heeft uitgeschreven maar uiteindelijk

nullement d'une tirelire pour les pensions. Il aurait fallu faire ce que le ministre a préconisé au début de son exposé, c'est-à-dire réduire la dette publique. Ce qui pourrait encore avoir réellement de la valeur dans le Fonds de vieillissement devrait au plus vite être affecté à la réduction de la dette de l'État.

L'informatisation du secteur est évidemment une bonne chose et il est également judicieux de pouvoir attirer l'attention des travailleurs sur les conséquences des décisions qu'ils peuvent prendre au cours de leur carrière. Toutefois, il convient aussi de dire à ces travailleurs qu'on ignore en réalité quelle sera leur pension, puisqu'elle dépendra de la réalité économique et des revenus de la population active lorsqu'ils partiront à la retraite. En Belgique, on dispose uniquement d'indications. La comparaison avec la Suède n'est pas tout à fait pertinente, parce les gens y savent ce qu'ils obtiendront en termes de pension nationale et à quel montant s'élève le capital des cotisations qu'ils ont versées.

Enfin, M. Pieters attire l'attention sur plusieurs domaines en matière de pensions qui n'ont pas été mentionnés dans l'exposé du ministre. Il faut ainsi réexaminer la problématique des pensions des fonctionnaires dans sa totalité. Pourquoi le ministre ne dit-il rien sur la péréquation ? Il faudrait revoir ce système car il pénalise surtout les fonctionnaires actuels : ceux-ci n'obtiennent pas d'augmentation salariale, en raison de l'effet que cela aurait directement sur les pensions de ceux qui sont déjà pensionnés aujourd'hui. L'intervenant plaide en faveur d'un système permettant de combiner la pension légale et une pension complémentaire. Certains travailleurs du secteur privé, qui bénéficient d'une pension légale et d'une pension complémentaire, s'en sortent d'ailleurs mieux que leurs collègues du secteur public qui ont le même niveau de revenus.

Ensuite, M. Pieters demande une meilleure équivalence. Il n'est pas normal que les bénéficiaires de revenus moyens voient, eux aussi, disparaître toute cotisation de pension supplémentaire dans la masse du financement global des pensions, et que le taux de remplacement ne dépasse parfois pas les 30 % pour le décile le plus élevé alors qu'il devrait atteindre 60 à 70 %.

Enfin, il est nécessaire de réexaminer la fiscalité et la parafiscalité en matière de pensions. Est-il normal que le travail soit taxé si fortement par rapport à ce qui le remplace à un âge plus élevé, c'est-à-dire une pension légale et éventuellement une pension complémentaire ?

Mme Douifi estime que le ministre a présenté les défis de manière objective. Personnellement, elle

oook zelf ook moet betalen. Het gaat hier dus helemaal niet om een spaarpot voor de pensioenen. Men had moeten doen wat de minister aan het begin van zijn betoog heeft vooropgesteld, namelijk : de overheids-schuld afbouwen. Wat eventueel nog een werkelijke waarde zou hebben in het Zilverfonds, kan best zo snel als mogelijk worden gebruikt voor het terugdringen van de staatsschuld.

Vanzelfsprekend is de informatisering van de sector een goede zaak en het is ook zinvol om de werknemers tijdens hun loopbaan op de gevolgen te kunnen wijzen van de beslissingen die zij kunnen nemen. Men moet echter ook tegen deze mensen zeggen dat men eigenlijk niet weet wat het pensioen zal zijn vermits dit later zal afhangen van de economische realiteit en de inkomenssituatie van de actieve bevolking wanneer men zelf op pensioen gaat. Men kan in België slechts indicaties geven. De vergelijking met Zweden gaat niet helemaal op omdat men daar de mensen kan vertellen wat men zal terugkrijgen van het volkspensioen en hoe groot het kapitaal bedraagt van de bijdragen die men heeft gestort.

Ten slotte suggereert de heer Pieters enkele pensioenwerven die onvermeld zijn gebleven in het betoog van de minister. Zo moet de problematiek van de ambtenarenpensioenen in zijn geheel worden bekeken. Waarom vermeldt de minister niets over de perequatie ? Men zou dit systeem moeten herzien omdat vooral de huidige ambtenaren hiervan het slachtoffer zijn : zij ontvangen immers geen loonsverhogingen wegens het onmiddellijk effect ervan op de pensioenen van diegenen die vandaag reeds gepensioneerd zijn. Spreker pleit voor een gecombineerd systeem waarbij naast het wettelijk pensioen ook een aanvullend pensioen moet mogelijk zijn. Sommige inkomen uit de private sector die een wettelijk en een aanvullend pensioen genieten zijn overigens beter af dan hun collega's uit de openbare sector met hetzelfde inkomeniveau.

Verder pleit de heer Pieters voor meer equivalentie. Het is niet normaal dat ook middeninkomens elke bijkomende pensioenbijdrage zien verdwijnen in de globale pensioenfinanciering en dat er soms slechts sprake is van een vervangingsratio van 30 % voor het hoogste deciel, terwijl dit 60 à 70 % zou moeten bedragen.

Ten slotte moet de fiscaliteit en parafiscaliteit inzake pensioenen worden herbekeken. Is het normaal dat arbeid zoveel zwaarder wordt belast dan wat hiervoor in de plaats komt op latere leeftijd, zijnde een wettelijk en eventueel een aanvullend pensioen ?

Mevrouw Douifi meent dat de minister op een objectieve wijze de uitdagingen heeft geschatst. Zelf

souhaite surtout mettre l'accent sur la problématique des soins de santé. En raison du vieillissement de la population et des meilleures conditions de vie, nous vivons tous plus longtemps que les générations qui nous ont précédés. Il est donc logique que nous travaillions tous plus longtemps. Cela nécessite cependant un meilleur encadrement et de bonnes conditions de travail pour les travailleurs âgés qui souffrent de plus en plus souvent de troubles physiques et de problèmes de santé, tels que des maux de dos, une fatigue précoce ou une incapacité à adopter certaines postures. Tous ces problèmes peuvent être abordés de manière scientifique, et les entreprises peuvent donc prévoir l'encadrement nécessaire. Elles doivent donc faire preuve d'une plus grande flexibilité, en particulier pour les métiers éprouvants, et faire en sorte de pouvoir proposer un emploi alternatif. Dans quelle mesure le ministre des Pensions s'est-il concerté à ce sujet avec la ministre de l'Emploi ? Quels sont les résultats de cette concertation ? Existe-t-il un plan pour élaborer des carrières et les adapter à l'âge des travailleurs concernés ? Un calendrier est-il prévu pour la mise en œuvre de ce plan ? Le ministre a-t-il l'intention d'aborder également les aspects liés à la santé dans le cadre de la concertation qui aura lieu avec les employeurs ?

Naturellement, tout ceci ne relève pas uniquement de la responsabilité du ministre des Pensions, mais il faut d'urgence veiller à ce que les travailleurs âgés soient maintenus au travail et ne soient pas les premières victimes des restructurations et des vagues de licenciements, comme c'est le cas aujourd'hui. Les partenaires sociaux devront prendre leurs responsabilités à cet égard.

Un problème plus spécifique concerne la déclaration et le traitement fiscal des pensions allemandes qui sont octroyées à certains travailleurs belges, notamment, mais pas uniquement, les travailleurs forcés durant la Seconde Guerre mondiale. Les autorités allemandes veulent agir dans ce domaine avec effet rétroactif. La charge de la preuve constitue l'une des grandes difficultés, et la confusion règne actuellement chez les intéressés. Quelles sont les pistes envisagées par le ministre pour faire la clarté et résoudre le problème sur le fond ? Quelles sont les directives données à l'administration fiscale ?

Ensuite, Mme Douifi souhaite avoir des précisions sur les mesures transitoires qui sont prévues pour ceux qui sont proches de la retraite et qui sont maintenant confrontés à la réforme des pensions, par exemple dans l'enseignement.

Enfin, l'intervenante souligne l'importance d'une bonne communication et d'une bonne information au moyen d'une campagne publique, de sites internet et de brochures.

wenst zij vooral de nadruk te leggen op de problematiek van de gezondheidszorg. De vergrijzing van de bevolking en de verbeterde leefomstandigheden maken dat we allen langer leven dan de generaties voor ons, en daarom is het logisch dat we allen langer werken. Dit vergt evenwel een betere omkadering en goede arbeidsomstandigheden voor de oudere werknemers, die in toenemende mate worden geconfronteerd met lichamelijke en gezondheidsklachten. Men denke aan rugklachten, vermoeidheid die sneller optreedt, bepaalde houdingen die men niet kan aannemen. Dit alles kan wetenschappelijk worden benaderd en bedrijven kunnen dan ook in de nodige omkadering voorzien. Zeker voor belastende jobs is er dan ook vanuit de bedrijven meer flexibiliteit vereist en moeten inspanningen worden geleverd om een alternatieve jobinvulling mogelijk te maken. In hoeverre heeft de minister van Pensioenen hierover overleg met de minister van Werk gepleegd ? Welke zijn hiervan de resultaten ? Bestaat er een plan om carrières te ontwikkelen en af te stemmen op de leeftijd van de betrokken werknemers ? Is er een tijdspad vooropgesteld om hiervan werk te maken ? Is de minister van plan om ook de gezondheidsaspecten mee op te nemen in het overleg dat zal plaatsvinden met de werkgevers ?

Vanzelfsprekend is dit alles niet enkel de verantwoordelijkheid van de minister van Pensioenen, maar er moet dringend iets worden gedaan om oudere werknemers aan boord te houden en ze niet als eerste het slachtoffer te maken van herstructureringen of ontslagrondes, zoals dit vandaag het geval is. De sociale partners zullen hier hun verantwoordelijkheid moeten opnemen.

Een meer specifiek probleem betreft de aangifte en de fiscale behandeling van de Duitse pensioenen die aan Belgische werknemers worden uitgekeerd, zoals onder meer — maar niet uitsluitend — de dwangarbeiders tijdens de Tweede Wereldoorlog. De Duitse overheid wenst hier met terugwerkende kracht op te treden. Een van de grote problemen is vooral de bewijslast en op dit ogenblik is het bij de betrokkenen verwarring troef. Welke zijn de pistes die de minister bewandelt om duidelijkheid te scheppen en het probleem ten gronde op te lossen ? Welke zijn de richtlijnen naar de belastingadministratie ?

Verder wenst mevrouw Douifi meer informatie te krijgen over de overgangsmaatregelen die worden uitgewerkt voor diegenen die dicht bij hun pensioen staan en nu worden geconfronteerd met de pensioenhervorming, bijvoorbeeld in het onderwijs.

Ten slotte drukt spreekster op het belang van een goede communicatie en voorlichting, via een overheidscampagne, websites en brochures.

Selon M. Daems, le dossier des pensions est très sensible : il concerne en effet 20 à 25 % de la population, et cette proportion va encore augmenter. Cependant, le fait qu'une personne reçoive une pension ne signifie pas toujours qu'elle reste passive. L'ensemble du débat sur les pensions ne peut être dissocié de la question de savoir comment maintenir en activité la plus grande partie possible de la société, sans qu'il s'agisse nécessairement d'une activité rémunérée. À l'heure actuelle, les actifs d'aujourd'hui sont solidaires avec les passifs d'aujourd'hui. Or, l'intervenant est partisan d'un système dans lequel les actifs d'aujourd'hui épargnent pour leur propre avenir, lorsqu'ils ne seront plus actifs. Le ministre a donc hérité d'un domaine politique passionnant et a directement eu le courage de procéder réellement à plusieurs réformes.

Le dossier des pensions est sensible également parce qu'il est lié au thème de la dépendance : en ce qui concerne son revenu, un pensionné n'a plus le droit à l'autodétermination, mais dépend totalement de l'État. C'est la raison pour laquelle l'intervenant défend, comme le ministre, la possibilité pour le bénéficiaire d'une pension de rester actif sur le marché du travail. C'est un élément essentiel pour assurer la viabilité de la sécurité sociale et pour éviter que les pensionnés de demain doivent s'en sortir avec une pension beaucoup moins élevée. Contrairement à l'intervenant précédent, M. Daems juge en effet qu'il est important de pouvoir informer à l'avance les futurs pensionnés sur le montant de pension auquel ils auront droit.

L'intervenant ne comprend toujours pas comment il se peut aujourd'hui qu'une personne ayant cotisé dans un certain système puisse recevoir une pension moins élevée qu'une personne qui n'a pas cotisé, même si cette dernière ne se trouvait peut-être pas dans les conditions pour pouvoir cotiser. C'est un véritable scandale qui dure déjà depuis des dizaines d'années. Cela devrait donc changer, sans que cela n'implique nécessairement que l'on réduise le montant octroyé aux personnes qui bénéficient déjà d'une pension aujourd'hui. Il faudrait au moins que les droits minimaux soient harmonisés, et qu'une personne qui a cotisé reçoive une pension plus élevée — ne serait-ce que d'un euro symbolique — qu'une personne qui n'a pas cotisé.

À court terme, la pension minimale des indépendants devrait être portée au niveau de la pension minimale pour les travailleurs salariés. Certes, un long chemin a été parcouru depuis 2001, mais il reste encore quelques progrès à accomplir, et il faudrait encore pouvoir libérer les moyens budgétaires nécessaires à cet effet au cours de la présente législature. L'intervenant déplore que cette question n'ait pas été abordée dès les premières réflexions sur la réforme des pensions. En fin de compte, il s'agit de traiter équitablement plus de 800 000 personnes actives.

De heer Daems meent dat het pensioendossier zeer gevoelig ligt : het gaat immers om 20 à 25 % van de bevolking en dit aandeel zal nog stijgen. Het ontvangen van een pensioen staat echter niet altijd gelijk met passief blijven. Het ganse pensioendebat kan niet worden losgezien van de vraag hoe men een zo groot mogelijk deel van de maatschappij actief houdt, zonder dat het noodzakelijk om een bezoldigde activiteit moet gaan. Vandaag is het immers zo dat de actieven van vandaag solidair zijn met de passieven van vandaag, terwijl spreker voorstander is van een systeem waarbij de actieven van vandaag voor zichzelf sparen voor later, wanneer ze niet langer actief zullen zijn. De minister heeft dus een boeiend beleidsdomein onder zijn bevoegdheid en heeft meteen de moed gehad om daadwerkelijk enkele hervormingen door te voeren.

Het pensioendossier is ook gevoelig omdat het te maken heeft met afhankelijkheid : wie gepensioneerd is heeft immers geen zelfbeschikkingsrecht meer maar hangt voor zijn inkomen volledig af van de overheid. Daarom is spreker, net als de minister, voorstander van de mogelijkheid om als pensioengerechtigde toch actief te blijven op de arbeidsmarkt. Dit is essentieel om het draagvlak van de sociale zekerheid overeind te houden en om te vermijden dat de gepensioneerden van morgen het met een veel kleiner pensioenbedrag zullen moeten stellen. Anders dan de vorige spreker, vindt de heer Daems het immers belangrijk dat men op voorhand aan de toekomstige gepensioneerden kan zeggen op welk pensioenbedrag hij mag rekenen.

Spreker begrijpt nog altijd niet waarom het vandaag mogelijk is dat, wie bijdragen heeft betaald in een bepaald systeem, een lager pensioenbedrag ontvangt dan wie niet heeft bijgedragen, zij het dat deze laatste zich misschien niet in de omstandigheden bevond om te kunnen bijdragen. Dit is al een regelrechte schande, en dit gedurende tientallen jaren. Het zou dus moeten veranderen, zonder dat dit noodzakelijk betekent dat men minder moet geven aan wie vandaag reeds een pensioen ontvangt. De minimumrechten zouden minstens gelijkgeschakeld moeten worden, en wie wel heeft bijgedragen zou tenminste — al was het maar een symbolische euro — méér moeten ontvangen dan wie niet heeft bijgedragen.

Op korte termijn zou het minimumpensioen voor de zelfstandigen moeten worden opgetrokken tot het minimumpensioen voor werknemers. Er is weliswaar al een hele weg afgelegd sedert 2001, maar er is nog een korte weg te gaan en hiervoor zou men nog tijdens deze legislatuur de nodige budgettaire middelen moeten kunnen vrijmaken. Spreker betreurt dat men in de hervorming van de pensioenen niet vanaf het eerste moment deze problematiek heeft aangepakt. Het gaat hier ten slotte om een correcte behandeling van meer dan 800 000 actieve personen.

M. Daems estime qu'il faut aussi revoir le traitement fiscal de la pension et du revenu complémentaire que l'on perçoit en tant que pensionné. L'un des grands problèmes dans notre fiscalité réside dans le fait que l'on reste bloqué dans la logique selon laquelle la déduction fiscale doit être traitée au taux marginal. L'intervenant est opposé à ce principe parce qu'il ne comprend pas pourquoi il faut réduire la motivation des personnes à mettre de l'argent de côté. Celui qui peut travailler en bénéficiant de la déduction fiscale marginale s'il cotise, voit son avantage fondre à mesure qu'il cotise. En réalité, il faudrait adopter le raisonnement inverse : celui qui augmente sa quotité exemptée d'impôt et rogne ses barèmes fiscaux, est motivé à en faire davantage. La déduction fiscale deviendrait ainsi également plus juste et égale pour tous.

Le sénateur souligne que la possibilité de bénéficier d'une pension tout en restant actif sur le marché du travail est essentielle pour le financement du système. Cela vaut non seulement pour la pension de retraite, mais également pour les pensions de survie, qui constituent actuellement un piège à l'emploi. Il faut donner aux gens la possibilité d'augmenter leurs revenus en fonction de leurs besoins en la matière. En effet, à l'heure actuelle, les revenus augmentent au fil de la carrière alors que les besoins diminuent généralement. Cela pose par ailleurs également problème car les charges salariales des travailleurs âgés sont très élevées alors que la rentabilité de ces travailleurs diminue bien souvent, si bien qu'ils coûtent au final à l'employeur davantage qu'ils ne lui rapportent. On devrait pouvoir remédier à cette situation, non pas en octroyant aux travailleurs concernés un salaire plus bas, mais en diminuant les charges sociales pour cette catégorie de travailleurs afin que les coûts restent gérables pour les employeurs. Cet élément doit être examiné en concertation avec la ministre de l'Emploi, mais M. Daems déplore que la note de politique générale soit si laconique à ce sujet. En effet, on ne peut pas garder les gens plus longtemps sur le marché du travail en se contentant de relever l'âge de la pension.

Outre le quatrième pilier de pension (soit l'acquisition d'un logement personnel), il existe, selon M. Daems, encore un cinquième pilier, à savoir le passage de la vie professionnelle active à une vie où l'on cesse d'être actif. Il est vrai qu'il s'agit en l'espèce d'une compétence qui relève en partie des entités fédérées, mais il devrait également être tenu compte, dans la constitution de la pension, de la période durant laquelle le pensionné est effectivement tributaire de soins. Alors que le coût des pensions se fera sentir ces prochaines années, il faudra faire face à celui des soins de santé d'ici une quinzaine d'années. Il s'agit, pour les pouvoirs publics, d'un poste de coûts plus précaire que le simple paiement des pensions. En effet, alors que l'on peut encore garder actives des personnes admises à la retraite, il n'en va pas de même pour les personnes tributaires de soins.

De heer Daems is van oordeel dat ook de fiscale behandeling van het pensioen en het bijkomend inkomen dat men tijdens zijn pensioen geniet moet worden herbekeken. Een van de grote problemen in onze fiscaliteit is dat men blijft steken in de logica dat fiscale aftrek marginaal moet worden behandeld. Spreker is hier tegen omdat hij niet begrijpt waarom men de motivatie van mensen om geld opzij te leggen moet verminderen. Wie aan de marginale fiscale aftrek kan werken als men een bijdrage levert ziet zijn voordeel slinken naarmate hij meer bijdraagt. Men zou eigenlijk omgekeerd moeten redeneren: wie zijn belastingvrij gedeelte verhoogt en invreet in zijn belastingschalen, verhoogt de motivatie om meer te doen. Op dat moment zou de fiscale aftrek ook eerlijker worden en gelijk zijn voor iedereen.

De senator wijst erop dat de mogelijkheid om van een pensioen te genieten en toch actief te blijven op de arbeidsmarkt essentieel is voor de financiering van het systeem. Dit geldt niet alleen voor rustpensioen maar ook voor overlevingspensioenen, waar er vandaag een werkloosheidsval is. Men moet de mensen de gelegenheid geven om bij te verdienen in functie van hun inkomensbehoefte. Vandaag verdient men immers meer naarmate de loopbaan vordert, terwijl de noden veelal lager liggen. Dit laatste is overigens ook een probleem omdat de loonkost van de oudere werknemers zeer hoog ligt, daar waar in vele gevallen hun rendabiliteit afneemt en ze derhalve voor de werkgever meer kosten dan ze opbrengen. Men zou dit kunnen oplossen, niet door aan de betrokken werknemer een lager loon te geven, maar wel door de sociale lasten voor dergelijke werknemers te verminderen zodat de kosten voor de werkgevers beheersbaar blijven. Dit element moet samen worden bekeken met de minister van Werk maar de heer Daems betreurt dat zulks onderbelicht is gebleven in de beleidsnota van de minister: men kan de mensen niet langer actief houden op de arbeidsmarkt enkel en alleen door de pensioenleeftijd omhoog te trekken.

Naast de vierde pensioenpijler — het verwerven van een eigen woning — is er volgens de heer Daems ook nog de vijfde pijler: de overgang van het actieve beroepsleven naar het niet langer actief zijn. Weliswaar is dit een bevoegdheid die ten dele ook bij de deelstaten ligt, maar in de pensioenopbouw zou men ook rekening moeten houden met de periode waarin de gepensioneerde werkelijk zorgbehoevend wordt. Waar de kostprijs van de pensioenen de komende jaren zal toeslaan, zal dit over vijftien jaar het geval zijn met de zorgkosten. Deze kost voor de overheid is meer precarie dan het louter uitbetalen van pensioenen: ook personen die pensioengerechtigd zijn kan men nog actief houden, maar dit is niet het geval voor wie zorgbehoevend is.

L'objectif du Fonds de vieillissement était en fait d'éviter l'affectation immédiate de deniers publics. On a investi des recettes dans des effets publics afin d'éviter qu'elles soient à nouveau dépensées. Si le Fonds de vieillissement était effectivement utilisé, cela équivaudrait à une augmentation de la dette publique. En effet, les montants en question ont été déduits de la dette publique. Cela ne change rien au fait que le concept est toujours défendable puisque ces moyens financiers auraient sinon à nouveau été affectés à d'autres choses, peut-être moins pertinentes. Par ailleurs, M. Daems estime que la politique de la dette publique doit être menée aux différents niveaux de pouvoir. Le Sénat pourrait éventuellement être le forum idéal pour ce faire.

En conclusion, il est important pour M. Daems que l'on soutienne la politique en matière de pensions et de réformes des régimes de pension. La réforme qui a été mise en œuvre fin 2011 l'a peut-être été de manière un peu brutale, mais c'était peut-être la seule manière de le faire. Pour l'intervenant, le ministre des Pensions peut poursuivre sur cette voie.

M. Van Rompuy souhaite surtout aborder la problématique des pensions dans une perspective européenne. Le Conseil européen a récemment épingle deux faiblesses de notre pays en matière de compétitivité, à savoir les charges salariales qui sont trop élevées et l'âge effectif de la pension qui est trop bas. Ces deux éléments sont étroitement liés, car si l'on ne parvient pas, dans le cadre du vieillissement, à garder la réserve de main-d'œuvre à niveau, cela provoquera automatiquement une pression à la hausse sur les charges salariales. Si l'on veut éviter cette hausse des charges salariales, il faut donc que le taux d'activité dans notre pays s'accroisse. L'intervenant s'inscrit dès lors totalement en porte-à-faux avec ceux qui ne veulent prendre aucune mesure en matière d'activation de la population et qui n'entendent pas davantage lutter contre les charges salariales trop élevées. Cela n'est pas tenable ni logique d'un point de vue économique.

La question qui se pose est de savoir comment réaliser l'objectif européen fixé en matière de taux d'activité. Le gouvernement s'est-il assigné un objectif défini pour cette législature ? Il est vrai que quelques réformes importantes sont prévues dans l'accord de gouvernement, mais elles doivent également pouvoir être réalisées. Des négociations sont en cours sur les arrêtés d'exécution des lois qui ont déjà été adoptées. L'intervenant espère que cette législation ne sera pas vidée de son sens et que les modalités de mise en œuvre respecteront également les principes convenus dans l'accord de gouvernement. Le gouvernement doit tenir le cap qu'il s'est fixé.

M. Van Rompuy se réfère à une étude qui a été réalisée sur les effets de la déduction professionnelle («*jobkorting*») qui a été introduite il y a quelques

Het Zilverfonds was eigenlijk bedoeld om overheids geld niet onmiddellijk te besteden. Inkomsten werden geplaatst in overheids papier om te vermijden dat ze opnieuw worden uitgegeven. Wanneer het Zilverfonds daadwerkelijk zou gebruikt worden, zou dit neerkomen op een verhoging van de staatsschuld : deze sommen werden immers afgetrokken van de overheidsschuld. Dit neemt niet weg dat het concept nog steeds verdedigbaar is, vermits anders deze middelen weer zouden besteed zijn geweest aan andere, wellicht minder relevante zaken. Overigens meent de heer Daems dat het beleid van de staats schuld over de verschillende beleidsniveaus heen dient gevoerd te worden. Mogelijk kan de Senaat hiervoor het forum zijn.

Concluderend, is het voor de heer Daems belangrijk dat het beleid inzake pensioenen en pensioenhervormingen wordt ondersteund. De hervorming die eind 2011 werd doorgevoerd is misschien ietwat brutaal doorgevoerd, maar dit is wellicht de enige manier om ze te realiseren. De minister van Pensioenen mag wat hem betreft verder gaan op de ingeslagen weg.

De heer Van Rompuy wenst de pensioenproblematiek vooral te benaderen vanuit Europees perspectief. Recent heeft de Europese Raad gewezen op twee knelpunten inzake competitiviteit voor wat ons land betreft : enerzijds de te hoge loonkost en anderzijds de effectieve pensioenleeftijd. Deze is te laag. Beide elementen zijn nauw met elkaar verbonden omdat, wanneer men er in het kader van de vergrijzing niet in slaagt om de arbeidsreserve op peil te houden, er automatisch een stijgende druk op de loonkosten komt. De activiteitsgraad in ons land moet dan ook omhoog wil men deze toenemende loonkost vermijden. Spreker is het dan ook volstrekt oneens met diegenen die geen actie willen ondernemen in de activering van de bevolking en evenmin willen optreden tegen de te hoge loonkost. Dit is economisch niet werkbaar en niet logisch.

De vraag is : hoe haalt men deze Europese doelstelling op het vlak van de activiteitsgraad ? Heeft de regering zich een bepaalde doelstelling vooropgesteld tijdens deze legislatuur ? In het regeerakkoord staan weliswaar enkele belangrijke hervormingen, maar men moet deze ook kunnen realiseren. Vandaag vinden er onderhandelingen plaats over de uitvoeringsbesluiten van de wetten die intussen reeds goedgekeurd werden. Spreker hoopt dat deze wetgeving daarmee niet wordt uitgehouden en dat ook de uitvoering vasthouwt aan de principes die overeengekomen zijn in het regeerakkoord. De regering moet de lijn aanhouden die ze reeds heeft uitgestippeld.

De heer Van Rompuy verwijst naar een onderzoek dat werd gevoerd naar de effecten van de jobkorting die enkele jaren geleden door de Vlaamse regering

années par le gouvernement flamand et qui a été supprimée entre-temps. Selon cette étude, l'effet principal de la mesure a été que de nombreux travailleurs sont passés à un régime de travail à temps partiel. Contrairement à l'effet escompté, l'avantage fiscal n'a donc pas été converti en un accroissement de l'emploi. En ces temps budgétaires difficiles, il faut oser se demander quel est le moyen le plus efficace pour garder les gens au travail.

Si l'intervenant approuve l'idée du ministre d'instaurer une conférence sur les pensions, il estime néanmoins que cette conférence ne peut pas se pencher uniquement sur les réformes qui seront nécessaires après 2014, mais qu'elle doit également examiner les réformes qu'il convient de réaliser dès à présent. Le ministre a assuré une mise en œuvre rapide conformément à ce qui était prévu dans l'accord de gouvernement, et il faut maintenant veiller à poursuivre sans délai les efforts fournis jusqu'à présent.

M. Claes soutient le ministre dans son approche tout en reconnaissant que la réforme des pensions n'est pas une mince affaire. Il s'agit en effet d'un thème très sensible. Les réactions divergent généralement selon que l'on a plus ou moins de cinquante ans. Les moins de cinquante ans, en particulier, réagissent de manière modérée, sans doute parce que la pension n'est pas encore pour eux un sujet de préoccupation vraiment concret. Pour cette catégorie de personnes, la réforme aurait même pu aller plus loin que les mesures qui ont été prises. En effet, ces personnes peuvent encore prendre des décisions concernant un éventuel tournant dans leur carrière et elles partent du principe que leur propre espérance de vie est encore plus longue que celle des personnes âgées actuelles.

Une série de mesures transitoires ont été adoptées pour les plus de cinquante ans. Suivant les réactions suscitées, différentes modifications ont été apportées aux mesures transitoires prévues initialement. Où en sont les discussions à ce sujet ? Dans quel sens vont-elles ?

L'intervenant ne voit en soi aucun inconvénient à ce que l'on remédie à quelques anomalies présentes dans les mesures transitoires adoptées initialement, mais il s'interroge sur le coût que cela aura. Il s'agit souvent de régimes de pension spécifiques. M. Claes cite l'exemple des mineurs, des pilotes et des journalistes professionnels. Quelles sont les mesures transitoires adoptées concrètement pour ces catégories ? Les mesures transitoires ont-elles été adaptées pour les catégories reprises dans les régimes dits « *Canada Dry* » ? Qu'en est-il de la prise en considération des derniers mois de travail précédent la pension ? Quel en est le coût ? La suppression de l'unité de carrière est une mesure en soi, mais la question du coût se pose également en l'occurrence.

werd ingevoerd en intussen weer werd afgeschaft. Uit deze studie blijkt dat het effect er vooral in bestond dat vele werknemers deeltijds zijn gaan werken. Het fiscale voordeel werd dus niet omgezet in meer werken. Dit gaat in tegen de verwachtingen. In deze budgettair krappe tijden moet men zich de vraag durven stellen wat het meest efficiënte middel is om mensen aan het werk te houden.

Spreker juicht het idee van de minister toe om een pensioenconferentie in het leven te roepen maar is van oordeel dat deze conferentie zich niet enkel mag buigen over de hervormingen die nodig zijn na 2014, maar ook over diegene die vandaag reeds moeten gerealiseerd worden. De minister heeft een snelle start genomen, conform de afspraken uit het regeerakkoord, en het is nu zaak om deze inspanningen meteen ook verder te zetten.

De heer Claes steunt de minister in zijn aanpak, maar erkent dat de pensioenhervorming niet gemakkelijk is. Het gaat hier immers om een zeer gevoelig thema. De reacties zijn verschillen meestal al naargelang men ouder of jonger dan vijftig jaar is. Zeker de laatste groep reageert gematigd, wellicht omdat men nog niet echt concreet met het pensioen bezig is. Voor deze groep had de hervorming zelfs verder mogen gaan dan de genomen maatregelen. Zij kunnen immers nog beslissingen nemen over een eventuele wending in hun loopbaan en gaan er van uit dat zij zelf een nog hogere levensverwachting hebben dan de ouderen van vandaag.

Voor de groep ouder dan vijftig jaar werden een aantal overgangsmaatregelen genomen. Aan de initieel voorgestelde overgangsmaatregelen werden, in functie van de reacties, verschillende wijzigingen aangebracht. Hoever staat het met deze besprekingen ? In welke richting gaan deze ?

Spreker heeft op zich geen probleem met het wegwerken van enkele anomalieën in de initieel genomen overgangsmaatregelen, maar stelt de vraag naar de kostprijs ervan. Het gaat vaak om specifieke pensioenstelsels. De heer Claes geeft het voorbeeld van de mijnwerkers, de piloten en de beroepsjournalisten. Welke overgangsmaatregelen worden concreet voor deze groepen genomen ? Werden de overgangsmaatregelen aangepast voor de groepen die in zogenaamde « *Canada Dry* »-regelingen zitten ? Hoe zit het met de in aanmerkingneming van de laatste maanden arbeid voorafgaand aan het pensioen ? Welke is de kostprijs hiervan ? Het afschaffen van de eenheid van loopbaan is op zich een maatregel maar ook hier rijst de vraag naar de kostprijs ervan.

M. Claes évoque la discrimination qui existe entre les personnes qui prennent leur pension la même année, selon qu'elles sont nées en décembre ou les mois précédents. Alors que la réforme initiale laissait subsister cette discrimination, il semblerait que le gouvernement ait à présent l'intention d'y remédier. Un autre point positif réside dans le fait que toute personne ayant à l'heure actuelle la possibilité de prendre sa retraite de manière anticipée conserve cette possibilité.

Mme Morreale s'inquiète du constat de la Cour des Comptes selon lequel la charge des pensions du secteur public, toutes entités confondues, a augmenté de 24,7% entre 2006 et 2010, avec une hausse du nombre de bénéficiaires, supérieur à 350 000 personnes. C'est dire si le défi est important et s'il faut y faire face sur base de toutes les réflexions déjà menées sous la précédente législature et qui se poursuivent aujourd'hui.

La membre interroge le ministre sur le huitième chantier. Elle doute de la possibilité de choix de carrière qui s'offre aux femmes lorsqu'elles optent pour un temps partiel. La liberté est souvent limitée notamment par le milieu culturel qui est toujours le nôtre. Le travail à temps partiel en Belgique concerne une personne sur quatre. Les femmes connaissent davantage l'interruption de carrière et sont plus nombreuses dans les contrats temporaires (12 % de femmes contre 8,1 % d'hommes). Les femmes sont surreprésentées dans les secteurs les moins bien payés comme le nettoyage ou l'horeca et elles ont plus difficilement accès aux promotions. 40 % des femmes pensionnées vivent seules, contre 17 % des hommes.

Ces évolutions engendrent une détérioration du socle des pensions et menacent principalement la protection sociale des femmes. Les pensions dont bénéficient les femmes sont généralement nettement inférieures à celles des hommes. En 2010, la pension moyenne des travailleuses s'élevait à 629 euros par mois contre 1287 euros pour les hommes. Le risque de pauvreté est déjà une réalité pour un grand nombre de femmes isolées de plus de 65 ans. Sur 131 841 femmes, 26 % vivent en dessous du seuil de pauvreté. Ceci souligne à quel point la question des périodes assimilées les concerne.

Le grand changement apporté par la nouvelle loi sur les pensions tient à ce que certaines périodes ne compteront plus sur la base du dernier salaire mais sur la base du salaire minimum garanti par année de carrière, soit quelque 21 327 euros par an. Ce système sera en outre assorti d'une condition : la pension finale ne pourra pas dépasser 13 747 euros par an pour un isolé et un peu plus de 17 072 euros pour un ménage. Si ces conditions de plafond subsistent, les travailleurs dont le salaire est suffisant pour pouvoir prétendre à une pension supérieure à ce plafond perdront le bénéfice de l'assimilation. Ils percevront une pension

De heer Claes verwijst naar de discriminatie die bestaat tussen de personen die in hetzelfde jaar met pensioen, al naargelang ze in december of in de maanden ervoor werden geboren. Waar de aanvankeijke hervorming deze discriminatie liet bestaan, zal de regering hieraan naar verluidt nu toch verhelpen. Een ander positief punt is dat, wie vandaag in de mogelijkheid is om vervroegd met pensioen te gaan, deze mogelijkheid behoudt.

Mevrouw Morreale maakt zich zorgen over de vaststelling van het Rekenhof dat de pensioenlast van de overheidssector, voor alle entiteiten samen, tussen 2006 en 2010 met 24,7 % toegenomen is, waarbij het aantal begunstigden met meer dan 350 000 personen gestegen is. De uitdaging is dus groot en moet worden beantwoord op basis van al het studiewerk dat reeds heeft plaatsgevonden onder de vorige regeerperiode en dat vandaag wordt voortgezet.

Het lid ondervraagt de minister over de achtste pensioenwerf. Ze betwijfelt of vrouwen de mogelijkheid hebben een loopbaankeuze te maken wanneer ze kiezen voor deeltijds werken. De vrijheid is altijd beperkt, onder andere door onze culturele omgeving. In België werkt een persoon op vier deeltijds. Vrouwen onderbreken vaker hun loopbaan en zijn talrijker terug te vinden in de tijdelijke contracten (12 % vrouwen tegen 8,1 % mannen). Vrouwen zijn oververtegenwoordigd in de minst betaalde sectoren zoals de schoonmaaksector of de horeca en ze krijgen moeilijker promotie. Veertig procent van de gepensioneerde vrouwen leeft alleen, tegenover 17 % van de mannen.

Die ontwikkelingen veroorzaken een verslechtering van de pensioensokkel en bedreigen hoofdzakelijk de sociale bescherming van de vrouwen. De pensioenen die vrouwen genieten, zijn meestal duidelijk lager dan die van mannen. In 2010 bedroeg het gemiddelde pensioen van de werkneemsters 629 euro per maand, tegen 1 287 euro voor de mannen. Het risico op armoede is al een realiteit voor veel alleenstaande vrouwen van ouder dan vijfenzestig jaar. Op 131 841 vrouwen leeft 26 % onder de armoedegrens. Hieruit blijkt nogmaals hoezeer de kwestie van de gelijkgestelde perioden hun aangaat.

De grote verandering van de nieuwe pensioenwet bestaat erin dat bepaalde perioden niet meer zullen meetellen op basis van het laatste loon, maar op basis van het gewaarborgd minimumloon per loopbaanjaar, of zowat 21 327 euro per jaar. Dat systeem wordt bovendien aan een voorwaarde gekoppeld : het eindpensioen mag niet hoger zijn dan 13 747 euro per jaar voor een alleenstaande en mag iets meer bedragen dan 17 072 euro voor een gezin. Indien die voorwaarde van de bovengrenzen blijft bestaan, dan zullen de werknemers wier loon hoog genoeg is om aanspraak te kunnen maken op een pensioen dat hoger is dan die

incomplète et surtout inférieure à celle qui était envisageable avec l'ancien système d'assimilation.

Ce raisonnement inquiétait fortement les organisations syndicales. Est-il toujours d'application ? Quel est l'état de la question après la concertation qui a eu lieu ?

S'agissant des prépensions de travailleurs de moins de soixante ans, par exemple les travailleurs en équipe de nuit, ceux qui bénéficient de la prépension ordinaire à cinquante-huit ans, la prépension prévue dans les anciennes CCT métal, textile et transports régionaux, le ministre peut-il préciser ceux qui conserveront l'assimilation ? S'agira-t-il uniquement des prépensionnés d'entreprises en difficulté ?

Mme Winckel aborde trois thématiques.

La première concerne la réforme des pensions de survie. Pour pouvoir bénéficier d'une pension de survie, seules sont exigées, au moment du décès, des conditions de cessation ou de limitation des activités professionnelles ou encore de non cumul avec d'autres allocations sociales. C'est sur cette réalité précise qu'il faut s'interroger. Le choix de la pension de survie peut dans le chef d'une personne en âge de travailler constituer un redoutable piège à l'emploi.

Dans la note de politique générale, le ministre parle d'un assouplissement des règles de cumul entre pension de survie et revenu professionnel afin de lutter contre les pièges à l'emploi. La membre aimerait obtenir des précisions et savoir quand les premières mesures seront adoptées.

La deuxième thématique a trait à la transparence du système pour les travailleurs et donc pour les futurs pensionnés. Le ministre a-t-il un timing précis pour la mise en place du système d'information qui permettra aux travailleurs de savoir à tout moment à quel montant de pension ils auront droit ?

Enfin, la concertation avec les partenaires sociaux s'articule autour de deux axes. En ce qui concerne le secteur public, la membre a entendu dire que le ministre aurait prévu de prolonger la concertation sociale jusqu'à la fin du mois de mai. Quant aux pensions dans le secteur privé, les informations sont très disparates. Le ministre peut-il fournir une synthèse des assouplissements retenus pour le secteur privé, notamment sur la réforme des prépensions ?

B. Réponses du ministre

M. Vincent Van Quickenborne, vice-premier ministre et ministre des Pensions, pense que la question de

bovgrens, het voordeel van de gelijkstelling verliezen. Ze zullen een onvolledig pensioen ontvangen, dat vooral lager is dan het pensioen dat mogelijk was onder het oude systeem van gelijkstelling.

Die redenering heeft de vakbonden erg verontrust. Geldt ze nog steeds ? Wat is de stand van zaken na het overleg dat heeft plaatsgevonden ?

Kan de minister, wat de brugpensioenen betreft van werknemers jonger dan zestig jaar, bijvoorbeeld van werknemers in nachtploegen, van hen die het gewone brugpensioen op 58 jaar genieten, het brugpensioen waarin de oude CAO's in de sectoren metaal, textiel en regionaal vervoer voorzien, preciseren wie de gelijkstelling zal behouden ? Gaat het alleen om de brug gepensioneerden van ondernemingen in moeilijkheden ?

Mevrouw Winckel snijdt drie thema's aan.

Het eerste is de hervorming van de overlevingspensioenen. Om een overlevingspensioen te kunnen genieten, is op het tijdstip van het overlijden slechts vereist dat de beroepsactiviteiten beëindigd of beperkt zijn of nog dat er niet wordt gecumuleerd met andere sociale uitkeringen. Het is over die realiteit dat men zich vragen moet stellen. De keuze voor het overlevingspensioen kan voor een persoon die de leeftijd heeft om te werken een geduchte werkloosheidsval zijn.

In de algemene beleidsnota heeft de minister het over een versoepeling van de regels voor cumulatie van overlevingspensioen met beroepsinkomen, om de werkloosheidsvalen te bestrijden. Het lid wil daar meer over vernemen en wenst te weten wanneer de eerste maatregelen genomen zullen worden.

Het tweede thema heeft te maken met de transparantie van het stelsel voor de werknemers en dus voor de toekomstige gepensioneerden. Volgt de minister een nauwkeurige timing om de werknemers te informeren zodat ze op elk moment kunnen weten op welk pensioenbedrag zij recht zullen hebben ?

Het overleg met de sociale partners ten slotte bevat twee hoofdlijnen. Wat de overheidssector betreft, heeft het lid horen zeggen dat de minister van plan is het sociaal overleg te verlengen tot eind mei. De berichten over de pensioenen in de privésector lopen sterk uiteen. Kan de minister een samenvatting geven van de in aanmerking genomen versoepelingen voor de privésector, met name voor de hervorming van de brugpensioenen ?

B. Antwoorden van de minister

De heer Vincent Van Quickenborne, vice-eerste-minister en minister van Pensioenen, meent dat de

savoir s'il vaut mieux verser une pension complémentaire sous la forme d'un capital ou d'une rente est très connotée idéologiquement. Le régime fiscal d'une pension complémentaire versée en capital est toutefois modifié : celui qui choisit de percevoir le capital à ses soixante ans sera désormais taxé à 20 % au lieu de 16 %. L'incitation fiscale à la prise de la pension complémentaire sous la forme d'une rente s'oppose à l'argument de la liberté de choix de l'intéressé. Le fait qu'au moins 80 % des pensions complémentaires en Belgique soient prises sous la forme d'un capital est peut-être lié à la culture de notre pays. Cette forme de versement comporte effectivement le risque que le capital ait été dilapidé au moment où les dépenses de soins de santé deviennent très élevées, mais le ministre estime que ce n'est pas un argument pour taxer davantage le capital.

Le ministre reconnaît que la pension complémentaire dans le secteur public constitue une priorité absolue. Les employeurs du secteur public doivent prévoir les moyens nécessaires à cet effet. En effet, les contractuels sont assis entre deux chaises : ils n'ont pas l'avantage de la nomination et ils ne bénéficient pas de la pension publique plus élevée qui est liée à cette nomination.

M. Van Quickenborne reconnaît que l'on remet quelque peu en cause la nature même de la pension de retraite en autorisant les pensionnés à exercer une activité professionnelle. Il juge toutefois que cette mesure est nécessaire. En revanche, on irait peut-être trop loin en transformant la pension de retraite en pension de vieillesse.

En ce qui concerne la réduction de charges pour les travailleurs âgés, le ministre indique que la compétence en la matière sera transférée aux Régions en 2014, ce qui n'empêche pas de prendre encore entre-temps, en concertation avec les entités fédérées, des mesures telles que le regroupement d'une série de déductions professionnelles pour les travailleurs âgés.

Au sujet des périodes assimilées, il est nécessaire de trouver un nouvel équilibre. Plusieurs avancées ont déjà été réalisées, telles que l'exclusion de la période de chômage de longue durée. Cette mesure a corrigé l'anomalie en vertu de laquelle des personnes qui n'avaient pas été actives professionnellement pendant une longue période avaient finalement droit à une pension plus élevée que des personnes qui avaient travaillé toute leur vie comme indépendant. En ce qui concerne la prépension en particulier, on a ajouté une liste de groupes spécifiques, comme les métiers pénibles par exemple.

Le ministre indique que le régime belge des pensions prévoit aussi un «malus de pension» pour les personnes qui partent à la retraite anticipativement. Pour une personne qui arrête de travailler après 40 ans de carrière, par exemple, la pension est réduite de 5/45.

discussie of een aanvullend pensioen best in kapitaal dan wel in rente wordt uitgekeerd, ideologisch geladen is. De fiscaliteit van een aanvullend pensioen dat in kapitaal wordt opgenomen wordt echter wel degelijk aangepast : wie het kapitaal opvraagt op zijn zestigste levensjaar zal in plaats van aan 16 %, voortaan aan 20 % belast worden. Tegenover het fiscaal aanmoedigen van het opnemen van het aanvullend pensioen in rente staat het argument van de vrije keuze van de betrokkenen. Het gegeven, dat maar liefst 80 % van het aanvullend pensioen in België wordt opgenomen in kapitaal, sluit wellicht aan bij de cultuur van ons land. Dit houdt inderdaad wel het risico in dat dergelijk kapitaal is opgesoupeerd van zodra de zorgkost zeer hoog begint te worden, maar dit is volgens de minister geen argument om het kapitaal extra te belasten.

De minister onderschrijft de analyse dat het aanvullend pensioen in de openbare sector een absolute prioriteit is. De werkgevers in de openbare sector dienen hier de nodige middelen voor te voorzien. De contractuelen vallen immers tussen twee stoelen : ze hebben het voordeel van de vaste benoeming noch van het eraan gekoppelde hogere overheidspensioen.

De heer Van Quickenborne erkent dat, wanneer men toelaat beroepsactief te zijn tijdens het pensioen, men het karakter van het rustpensioen enigszins in vraag stelt. Niettemin meent hij dat deze stap noodzakelijk is. De stap om van het rustpensioen een ouderdomspensioen te maken, is dan wellicht weer een stap te ver.

Wat de lastenvermindering voor oudere werknemers betreft, merkt de minister op dat deze bevoegdheid in 2014 naar de gewesten zal worden overgeheveld, wat niet in de weg staat dat in tussentijd — en in overleg met de deelstaten — nog maatregelen kunnen worden genomen, zoals het bundelen van een aantal jobkortingen voor oudere werknemers.

Inzake de problematiek van de gelijkgestelde periodes, is een nieuw evenwicht nodig. Enkele stappen werden reeds gezet, zoals bijvoorbeeld de uitsluiting van de periode van langdurige werkloosheid. Dit brengt met zich mee dat de anomalie wordt rechtgezet, dat personen die lange tijd niet beroepsactief zijn geweest uiteindelijk recht hebben op een groter pensioen dan personen die hun ganse leven hebben gewerkt als zelfstandige. Specifiek voor wat het brugpensioen betreft, werd een lijst met specifieke groepen toegevoegd, zoals bijvoorbeeld de zware beroepen en dergelijkm.

De minister wijst erop dat in het Belgische pensioenstelsel ook een «pensioenmalus» bestaat voor wie vroeger op pensioen gaat. Wie bijvoorbeeld na veertig jaren beroepsloopbaan stopt met werken, ziet zijn pensioen verminderd met 5/45. Dit effect

Le malus a un effet encore plus marqué pour les indépendants, mais il est supprimé à partir de soixante-trois ans. À titre personnel, M. Van Quickenborne plaide en faveur d'un système qui prévoit à la fois un bonus et un malus de pension. Pareil système incite réellement les personnes à travailler plus longtemps et sanctionne financièrement la retraite anticipée. Il est vrai cependant que le malus de pension qui existait jusque dans les années '90 a été supprimé à la suite de l'augmentation de l'âge de la pension pour les femmes.

Dans son exposé introductif, le ministre a seulement parlé de l'unité de carrière « interne », et pas de l'unité de carrière « externe », qui concerne des personnes qui ont mené une carrière à la fois dans le secteur public et dans le secteur privé ou comme indépendant. Il y a lieu d'adapter le mode de calcul de la pension pour les personnes qui se trouvent dans cette situation.

Sur le principe, M. Van Quickenborne admet que la lutte contre la pauvreté chez les personnes âgées doit passer en premier lieu par la garantie de revenus aux personnes âgées, car un examen des moyens d'existence est réalisé dans le cadre de ce système. Néanmoins, il ne faut pas sous-estimer les efforts fournis pour augmenter la pension minimale des indépendants. Une opération de rattrapage est menée à cet égard depuis le début des années 2000. Par ailleurs, des efforts doivent aussi être fournis pour augmenter les pensions minimales pour les travailleurs salariés, et en particulier pour les femmes.

En ce qui concerne les conséquences des décisions en matière de carrière et le calcul de leurs effets sur la future pension, le ministre estime que l'on ne peut pas se contenter de présenter une estimation aux intéressés. Il faut pouvoir leur garantir une certaine sécurité, même s'il faudra encore discuter longuement de la manière dont tout le système devra être financé. Les déclarations de l'ancien ministre des Pensions, selon lesquelles l'État ne pourrait pas garantir les pensions après 2015, nuisent à la crédibilité du système et à la confiance de la population dans notre système de pensions. Dans ces conditions, la population n'est plus disposée à encore cotiser à la sécurité sociale.

Le ministre souligne l'importance de la récente réforme des pensions publiques. Il ne faut pas oublier que certains tantièmes datent de 1844 et que la dernière grande réforme a été réalisée il y a près d'un demi-siècle. Chez les fonctionnaires, le relèvement de la condition de carrière de 5 à 40 ans est une véritable révolution. Toutefois, d'autres mesures s'imposent. La révision du système de péréquation n'est pas prévue dans l'accord de gouvernement, mais le ministre pense personnellement qu'elle est inévitable.

wordt nog eens versterkt voor de zelfstandigen, zij het dat daar de « pensioenmalus » wordt afgeschaft voor wie drieënzestig jaar is. Ten persoonlijke titel pleit de heer Van Quickenborne voor een systeem waar zowel een « pensioenbonus » als een « pensioenmalus » is. Op die manier wordt het werkelijk aangemoedigd om langer te werken en wordt tegelijk het vervroegd pensioen financieel bestraft. Het klopt evenwel dat de « pensioenmalus » die tot de jaren '90 bestond, is afgeschaft naar aanleiding van het optrekken van de pensioenleeftijd voor vrouwen.

In de inleiding heeft de minister enkel gesproken over de « interne » eenheid van loopbaan, terwijl de « externe » eenheid van loopbaan onderbelicht is gebleven. Dit laatste handelt over personen die een loopbaan hebben opgebouwd in zowel de openbare sector als in de private sector of als zelfstandige. De pensioenberekening voor dergelijke personen dient te worden aangepast.

De heer Van Quickenborne is het er in principe mee eens dat armoedebestrijding bij ouderen in de eerste plaats via de inkomensgarantie voor ouderen dient te verlopen, vermits daar een onderzoek naar de bestaansmiddelen wordt gevoerd. Niettemin mag men de inspanningen om de minimumpensioenen voor zelfstandigen op te trekken niet onderschatten. Sedert begin van deze eeuw is hier een inhaaloperatie ingezet. Bovendien dienen ook in de werknemerspensioenen — inzonderheid bij vrouwen — inspanningen te gebeuren inzake het optrekken van de minima.

Wat de gevolgen van de beslissingen inzake loopbaan en de berekening van de gevolgen daarvan voor het toekomstig pensioen betreft, meent de minister dat men aan de betrokkenen toch meer dan een raming moet kunnen bieden. Men moet aan de mensen een bepaalde zekerheid kunnen garanderen, zij het dat er nog veel zal gediscussieerd worden de wijze waarop een en ander betaalbaar zal blijven. Uitspraken van de vorige minister van Pensioenen, als zou de overheid de pensioenen slechts kunnen garanderen tot 2015, zijn nefast voor de geloofwaardigheid en voor het vertrouwen van de bevolking in ons pensioensysteem. Mensen zijn op deze wijze immers niet langer bereid om nog bij te dragen aan de sociale zekerheid.

De minister wijst op het belang van de recente hervorming van de overheidspensioenen. Men mag niet vergeten dat sommige tantièmes dateren van 1844 en dat de laatste grote hervorming bijna een halve eeuw geleden is. Het optrekken van de loopbaanvoorraarde bij ambtenaren van vijf naar veertig jaar is revolutionair. Wellicht zijn verdere stappen nodig. Een herziening van het perequatiemechanisme staat niet in het regeerakkoord, maar ten persoonlijke titel meent de minister dat dit onvermijdelijk is.

En raison du plafonnement, le taux de remplacement des pensions légales belges est plutôt faible, surtout pour la classe moyenne et les gros salaires. En revanche, il n'y a pas de plafond pour la pension complémentaire, et en combinaison avec la déduction fiscale, on peut plutôt parler d'une solidarité inversée. Par conséquent, le premier pilier et le deuxième pilier de pension doivent s'équilibrer mutuellement. Ceux qui ne peuvent bénéficier que du premier pilier sont les dupes du système. C'est la raison pour laquelle d'aucuns demandent que l'on supprime le plafonnement dans le premier pilier et que l'on prévoie une plus grande solidarité dans le deuxième pilier. Le ministre est prêt à étudier cette piste, à condition qu'elle réunisse les deux éléments. En effet, nous avons aussi affaire à deux modes de financement différents (par répartition et par capitalisation) et à deux traitements fiscaux différents.

Le débat sur les pensions soulève une question qui a trop souvent été sous-estimée : comment permettre l'allongement des carrières d'un point de vue pratique ? Par ailleurs, il ne faut pas non plus adopter une attitude fataliste et partir du principe que l'on n'est plus capable de travailler après cinquante-huit ans. Dans les services d'incendie, par exemple, il existe bel et bien des métiers moins éprouvants, mais personne ne veut les accepter car ils sont moins intéressants financièrement. Néanmoins, des études montrent que l'on parvient à maintenir les personnes plus longtemps au travail lorsque les salaires restent au même niveau au cours des dernières années. En revanche, c'est plus difficile lorsque les salaires ne cessent d'augmenter. Les travailleurs âgés s'excluent ainsi du marché à cause de leur coût, mais ils acceptent difficilement la possibilité d'avoir un revenu moins élevé à un âge plus avancé. Cela pose la question de la solidarité entre les générations. Lorsqu'ils ont atteint un certain âge, la plupart des travailleurs ont sans doute déjà fait face aux plus grandes dépenses de leur vie (construction d'une habitation, éducation des enfants, etc.). Il faut absolument mener ce débat.

En ce qui concerne la taxation des pensions acquises sur le travail effectué en Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale, M. Van Quickenborne rappelle que la législation allemande a été assouplie sur certains points à la fin de l'année dernière. Néanmoins, la notion de « travail forcé » est encore et toujours interprétée de manière très restrictive par l'Allemagne. L'accord prévoit que l'État belge dressera une liste de toutes les personnes qui peuvent être identifiées comme travailleurs forcés et qu'il transmettra cette liste à l'État allemand, à la suite de quoi les personnes visées ne seront plus taxées.

Comme d'autres intervenants, le ministre déplore que l'on agisse trop souvent en situation de crise et que l'on manque d'une vision à long terme. C'est le cas aussi, par exemple, pour la « mise à disposition » dans l'enseignement flamand, qui n'a été réformée qu'après

De vervangingsratio van de Belgische wettelijke pensioenen is, als gevolg van de plafonnering, eerder laag, zeker voor wat de middelenklasse en de grote verdieners betreft. Bij het aanvullend pensioen bestaat dan weer geen plafond en, gecombineerd met de fiscale aftrek, is hier eerder sprake van een omgekeerde solidariteit. De eerste en de tweede pensioenpijler moeten elkaar dan ook in evenwicht houden. Wie enkel van de eerste pijler kan genieten, is de dupe. Daarom pleiten sommigen ervoor om de plafonnering in dat stelsel op te heffen en tegelijk meer solidariteit in te bouwen in de tweede pijler. De minister is bereid deze denkoefening te maken, op voorwaarde dat beide elementen erin vervaat zitten. Men heeft hier immers ook te maken met twee verschillende financieringsmodi — repartitie en kapitalisatie — en ook met twee fiscaal verschillende behandelingen.

Wat in het pensioendebat te vaak werd onderschat is de vraag hoe men langer werken ook werkbaar maakt. Anderzijds mag men ook geen fatalistische houding aannemen en ervan uitgaan dat men na het achtenvijftigste levensjaar niet langer in staat is te werken. Bij de brandweer, bijvoorbeeld, bestaan wel degelijk belastende jobs, maar omdat deze financieel minder interessant zijn, wil niemand ze aannemen. Nochtans blijkt uit onderzoek dat, waar de lonen de laatste jaren gelijk blijven, men erin slaagt om mensen langer aan het werk te houden en dat dit bij steeds stijgende lonen moeilijker is. Oudere werknemers prijzen zichzelf op die manier uit de markt, maar aanvaarden moeilijk dat ze op oudere leeftijd eveneueel een kleiner inkomen zouden hebben. Hier rijst de vraag naar de solidariteit tussen de generaties : wellicht hebben de meeste werknemers de grote levenskosten — bouwen, kinderen opvoeden, ... — op dat ogenblik reeds achter de rug. Dit debat moet zeker gevoerd worden.

Inzake de belasting op pensioenen verworven na arbeid in Duitsland tijdens de Tweede Wereldoorlog betreft, herinnert de heer Van Quickenborne eraan dat de Duitse wetgeving eind vorig jaar enkele versoepelingen heeft ingebouwd. De notie « dwangarbeid » wordt door Duitsland evenwel nog steeds zeer restrictief geïnterpreteerd. De afspraak is dat de Belgische overheid een lijst zal opmaken met alle personen die als dwangarbeider kunnen worden geïdentificeerd en dat deze lijst aan de Duitse overheid wordt overgemaakt als gevolg waarvan deze personen niet langer zullen getaxeerd worden.

Net zoals andere sprekers, betreurt de minister dat al te vaak wordt gehandeld in crisissituaties en dat een lange termijnvisie vaak ontbreekt. Dit is bijvoorbeeld ook het geval met de « ter beschikkingstelling » in het Vlaamse onderwijs : deze is pas hervormd nadat de

l'adaptation de la réglementation fédérale relative aux pensions. Mieux vaut pourtant prévenir que guérir.

Actuellement, on analyse le nombre de personnes ayant droit à une pension de survie qui recommencent à travailler et renoncent à leur droit à une pension de survie. Cette étude est nécessaire pour savoir combien de personnes redemanderait éventuellement une pension de survie s'il était possible à la fois de travailler sans restriction et de conserver son droit à la pension de survie. Cette possibilité entraînerait, en effet, un coût considérable pour l'État. Pour 2013 par exemple, un budget de 40 millions d'euros a été prévu pour les personnes qui cumuleraient la pension de retraite avec un revenu du travail, dès lors que cette possibilité est prévue. Il faut aussi déterminer ce que la possibilité illimitée de cumuler un revenu du travail et une pension de survie coûterait à l'État. Des indices montrent que ce coût ne serait pas très élevé, auquel cas le cumul sera autorisé sans trop de problèmes.

À propos des mesures transitoires dans l'enseignement, M. Van Quickenborne renvoie aux décisions qui ont été prises avec les ministres communautaires de l'Enseignement. Ces mesures transitoires visent à empêcher que la perspective de la pension soit subitement repoussée de deux ans pour les enseignants. Les ministres communautaires ont formulé d'autres demandes supplémentaires qui ont été refusées, comme la demande de reporter l'entrée en vigueur. Indépendamment de la problématique de l'enseignement, le ministre rappelle que la condition de carrière a été portée de cinq à quarante ans pour l'ensemble du personnel public, mais que la période transitoire prévue à cet égard est plus étendue que dans le secteur privé, où la condition de carrière n'a été portée que de trente-cinq à quarante ans. Il en résulte qu'un grand nombre d'enseignants pourront encore partir à la retraite anticipée à soixante ans.

Le ministre déclare qu'il veut poursuivre sur sa lancée et mener encore plusieurs réformes, conformément à l'accord de gouvernement. Il indique par ailleurs que les personnes réagissent différemment selon qu'elles sont âgées de plus ou de moins de cinquante ans, mais aussi selon qu'elles sont déjà pensionnées aujourd'hui ou non. En effet, la majorité des pensionnés sont soulagés par les mesures adoptées, mais il a quand même fallu prendre un grand nombre de mesures transitoires pour le groupe des plus de cinquante ans. En conséquence du relèvement de l'âge de la pension de soixante à soixante-deux ans et des conditions de carrière à quarante ans, beaucoup d'entre eux risquaient en effet de devoir subitement travailler quelques années de plus que ce qu'ils avaient prévu. Des mesures transitoires très spécifiques ont été prises en faveur de certains groupes très spécifiques. C'est le cas notamment d'une mesure pour les mineurs

fédérale regelgeving inzake pensions is aangepast. Het zou nochtans beter zijn het dak te herstellen als de zon schijnt in plaats van te wachten tot het regent.

Op dit ogenblik wordt bestudeerd hoeveel personen die recht hebben op een overlevingspensioen opnieuw beginnen werken en afstand doen van hun recht op een overlevingspensioen. Deze studie is nodig om te weten hoeveel mensen eventueel opnieuw een overlevingspensioen zouden aanvragen indien het mogelijk zou zijn om onbeperkt te werken en tegelijk recht op het overlevingspensioen te behouden. Dit zou immers een belangrijke kost voor de overheid betekenen. Voor 2013 werd bijvoorbeeld een budget van 40 miljoen euro voorzien voor wie het rustpensioen met een inkomen uit arbeid zou cumuleren, vermits dit mogelijk zal worden. Men moet ook weten welke de kost is voor de overheid van de onbeperkte cumulatie van inkomen uit arbeid en overlevingspensioen. Er zijn aanwijzingen dat deze kost niet zo groot zou zijn, in welk geval de cumulatie zonder al te veel problemen zal worden toegelaten.

Nopens de overgangsmaatregelen in het onderwijs, verwijst de heer Van Quickenborne naar de beslissingen die samen met de gemeenschapsministers van Onderwijs werden genomen. Deze overgangsmaatregelen maken het mogelijk dat leerkrachten niet meteen hun pensioen twee jaar voor zich zagen opschuiven. Andere, bijkomende vragen van de gemeenschapsministers van Onderwijs kregen dan weer een negatief antwoord, zoals bijvoorbeeld de vraag naar het uitstellen van de inwerkingtreding. Los van de onderwijsproblematiek, herinnert de minister eraan dat voor alle overheidspersoneel de loopbaanvereiste van vijf naar veertig jaar werd opgetrokken maar dat hiervoor een ruimere overgangsperiode werd voorzien dan in de private sector, waar de loopbaanvereiste slechts van vijfendertig naar veertig jaar is opgetrokken. Als gevolg hiervan zal er in het onderwijs nog steeds een grote groep leerkrachten zijn die op zestig jaar met vervroegd pensioen zal kunnen gaan.

De minister zegt verder te willen gaan op zijn elan en conform het regeerakkoord nog enkele hervormingen door te voeren. Hij wijst er overigens op dat de reacties niet alleen verschillend zijn al naargelang men al dan niet jonger is dan vijftig jaar, maar ook al naargelang men vandaag gepensioneerd is of niet. De gepensioneerden zijn immers veelal opgelucht over de genomen maatregelen. Dit neemt niet weg dat voor de groep van vijftigplussers heel wat overgangsmaatregelen noodzakelijk waren. Door het optrekken van de leeftijd van zestig naar tweeeenzestig jaar en van de loopbaanvereisten naar veertig jaar, dreigden velen onder hen immers enkele jaren meer te moeten werken dan zij hadden voorzien. Voor zeer specifieke groepen werden zeer specifieke overgangsmaatregelen genomen. Dit is bijvoorbeeld het geval met de bovengrondse mijnwerkers, waar het gaat om slechts twaalf mensen. De mijnwerkersbond heeft nu een

de surface, qui ne concerne que douze personnes. Le syndicat des mineurs a maintenant lancé un appel aux intéressés pour qu'ils se signalent. Des négociations sont menées actuellement avec les pilotes au sujet de la réforme de leur régime de pension spécifique, lequel prévoit aujourd'hui une condition de carrière de trente ans seulement.

En ce qui concerne les observations formulées par la Cour des comptes sur les pensions du secteur public, le ministre insiste sur le fait que les chiffres cités ne tiennent pas compte des réformes déjà été opérées.

Enfin, M. Van Quickenborne déclare que les négociations sur la mise en œuvre concrète de la réforme des pensions déjà réalisée sont pratiquement terminées, et que les arrêtés royaux seront soumis prochainement au comité de gestion de l'Office des pensions, en ce qui concerne le secteur privé, et au Comité commun à l'ensemble des services publics, pour ce qui est du secteur public. Il se dit confiant quant à la possibilité de conclure un accord global avec les partenaires sociaux. Ensuite, tous les arrêtés d'exécution seront confirmés par une loi au printemps 2012, comme prévu. Naturellement, la population sera informée en toute transparence par divers canaux d'information, parmi lesquels les « numéros verts », où l'on répondra aux questions concernant les trois régimes de pension du point de vue du bénéficiaire.

La rapporteuse,
Cécile THIBAUT.

La présidente,
Elke SLEURS.

oproep gedaan aan de betrokkenen om zich te melden. Met de piloten zijn de onderhandelingen thans aan de gang over de hervorming van hun specifieke pensioenstelsel, dat vandaag slechts een loopbaanvereiste van dertig jaar vooropstelt.

Wat de opmerkingen van het Rekenhof over de overheidspensioenen betreft, benadrukt de minister dat de geciteerde cijfers geen rekening houden met de reeds doorgevoerde hervormingen.

Ten slotte verklaart de heer Van Quickenborne dat de onderhandelingen over de concrete uitvoering van de reeds gerealiseerde pensioenhervorming bijna afgerond zijn en dat eerstdaags de koninklijke besluiten zullen worden voorgelegd aan het beheerscomité van de Rijksdienst voor pensioenen voor wat de private sector betreft en aan het Gemeenschappelijk Comité voor alle overheidsdiensten voor de overheidssector. Hij heeft er alle vertrouwen in dat hij met de sociale partners tot een globaal akkoord zal komen. Nadien zullen alle uitvoeringsbesluiten in het voorjaar van 2012 worden bekraftigd bij wet, zoals voorzien. Vanzelfsprekend zal de bevolking op een transparante wijze worden ingelicht via allerhande informatiekanalen, waaronder de zogenaamde « groene telefoonnummers » waar vragen over de drie pensioenstelsels zullen beantwoord worden vanuit de positie van de gebruiker.

De rapporteur,
Cécile THIBAUT.

De voorzitster;
Elke SLEURS.